

T2137-630-8.00 F

ISSN 0026-9433

**PROCÈS D'OBJECTEURS INSOUMIS
RENNES — 2 OCTOBRE — 14 H**

Le monde **Libertaire**

organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°630 JEUDI 25 SEPTEMBRE 1986 8,00 F

BUDGET 1987

Où vont vos impôts ?



Editorial

LES conditions de l'union sacrée, que l'on voit se développer ces dernières semaines, ne sauraient seulement être contenues dans les tragiques événements qui ensanglantent les trottoirs parisiens. Si la psychose de l'attentat, plutôt que d'attiser la colère, s'oriente quasiment d'elle-même vers un « plus » sécuritaire dont chacun présente pourtant l'inefficacité, c'est à l'évidence sous la poussée d'un retour en force des valeurs réactionnaires traditionnelles.

Le consensus sur la crise et sur les « sacrifices » indispensables n'a pu s'accomplir qu'avec un renouveau, dans les sphères intellectuelles et universitaires,

des vieilles idées de la droite traditionnelle : « Travail, Famille, Patrie » et « Défense de l'Occident chrétien ». Le revoilà le vieux credo entonné à plein cœur, y compris par ces pseudo-transfuges, les Bernard-Henri Lévy, les Glucksmann, stalinien mythiques découvrant avec le totalitarisme les vertus de l'exploitation capitaliste. A l'étage en-dessous, c'est Yves Montand, l'ancien compagnon de route du P.C., devenu le muezzin du monde libre qui appelle à la jihad occidentale. Puis vient la cohorte des charlatans...

Des Etats-Unis, nous arrive Billy Graham, V.R.P. et évangéliste américain, en représentation pour une semaine à

Bercy. Enfin pour couronner le tout, c'est tenu à Paris le neuvième Congrès de la Famille où s'est exprimé tout ce que la France compte de chantres des valeurs traditionnelles, venus pour fendre l'avortement, le divorce, la pillule, et promouvoir la famille. Au niveau quotidien, c'est la presse Hersant qui s'illustre notamment avec « Le Figaro magazine », grand consommateur de sondages sur la famille, qui n'hésite pas à en truquer les résultats quand ceux-ci n'abondent pas dans le sens voulu. Face à une telle offensive des forces conservatrices, nous devons répondre avec plus de détermination.

F° P. 2520

communiqués débats

• LIAISON PROFESSIONNELLE

La liaison professionnelle O.R.T.F. de la F.A. reprend ses activités militantes au sein du groupe audiovisuel. Pour tout renseignement se mettre en rapport avec la liaison par l'intermédiaire de la librairie du Monde libertaire. De plus, nous lançons une feuille d'informations : « Action libertaire », qui paraîtra quatre fois par an. Abonnement : 20 F pour quatre numéros. Nous poursuivons également la parution d'« Antenne » qui en est à son 27^e numéro.

• LILLE

Suite à des divergences avec le propriétaire des lieux, la librairie de l'Idée libre animée depuis deux ans par le groupe de Lille ferme ses portes ; une occasion pour la Fédération anarchiste de s'implanter solidement et durablement dans une agglomération comptant plusieurs millions d'habitants.

C'est ainsi que le groupe de Lille recherche des fonds pour l'acquisition d'un local. Vous pouvez l'aider en écrivant à l'adresse suivante : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex (C.C.P. n°7 806 13 M, Lille, Cercle d'études sociales).

En attendant le groupe assure une table de presse et une vente de « Monde libertaire » le dimanche, de 10 h 30 à 13 h, rue Jules-Guesde à proximité du marché de Wazemmes. Vous pouvez également écouter la « Voix sans maître » sur Radio Campus (99.6 MHz) et même nous téléphoner en direct au 20.91.24.00 tous les vendredis, de 21 h à 23 h.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
• Yvelines
Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.
• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
• Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.
• Val-de-Marne
Liaison Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)
Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise, Créteil.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

| TARIF | France | Sous pli. fermé | Etranger |
|--------------|--------|-----------------|----------|
| 3 mois 13 n° | 85 F | 155 F | 120 F |
| 6 mois 25 n° | 155 F | 290 F | 230 F |
| 1 an 50 n° | 300 F | 570 F | 420 F |

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

la parution du bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

• CASTRES

Débat avec Claude Sigala, à 20 h 30, le jeudi 25 septembre à la Maison des associations de Castres, organisé par le Cercle d'étude de la philosophie libertaire de l'Albigeois (C.E.P.L.A.) et la liaison du Tarn de la F.A.

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise une série de débats-vidéo du 4 octobre au 29 novembre. L'introduction au débat du samedi 4 octobre sera le film vidéo « Réaction en chaîne » (produit par le Réseau Recherche sur la Paix). Si vous tremblez de savoir... « Pourquoi, par qui, comment sont prises, sans nous, les décisions technologiques qui conditionnent notre vie à tous ? », retenez et diffusez les lieux, date et heure de ce rendez-vous. Vous êtes cerné !

Local du groupe libertaire de Marseille, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille. Samedi 4 octobre, à 14 h. Participation : 15 F. Vous trouverez sur place : bibliothèque, boutique et... boissons ! Pour nos prochains débats, tenez-vous au courant... lisez le « Monde libertaire ».

• PERPIGNAN

Le cinquantenaire de la révolution espagnole est marqué par une série de manifestations sociales et culturelles, organisées par le groupe Puig-Antich de la F.A. et la librairie Infos du 15 au 28 septembre. Faire connaître, au travers des activités proposées, la réelle dimension et les véritables enjeux de cette authentique révolution prolétarienne et libertaire qui eut à subir les assauts des divers totalitarismes...

Un enseignement pour notre époque et, pourquoi pas, un exemple à méditer... et à suivre. A la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, tous les jours, une exposition sur les réalisations de la C.N.T.-F.A.I. : affiches, photos, journaux... Un diaporama concernant l'œuvre constructive de la révolution espagnole les 16, 18, 23 et 25 septembre de 17 h à 18 h 15. Un diaporama montrant des aquarelles réalisées le 19 juillet 1936 à Barcelone par Sim, les 15, 17, 19, 22, 24 et 26 septembre, de 18 h à 18 h 30. Un film vidéo sur les réalisations libertaires, les collectivités, le samedi 27, à 16 h. Deux films vidéo, l'un sur le mouvement Mujeres libres, l'autre sur Eva Forest, le samedi 20 à 16 h.

La présence des protagonistes des événements en question constitue un intérêt certain pour les spectateurs qui désireront débattre et discuter après les animations. Ces animations sont entièrement gratuites ; des livres retraçant l'épopée du prolétariat révolutionnaire d'Espagne seront mis en vente sur place.

A la librairie Torcatís, rue Mailly, réalisation durant cette quinzaine d'une vitrine autour des ouvrages ayant trait directement à la révolution espagnole.

• TOULON

Le groupe « Région toulonnaise » tiendra un stand le samedi 18 et le dimanche 19 octobre au « Forum des associations », Parc des expositions de Sainte-Musse, Toulon. Entrée libre.

• BÉZIERS

Commémoration du cinquantenaire de la révolution espagnole, avec au programme : le 26 septembre, un film « La Ciutat cremada » d'A. Ribas, suivi d'un débat ; le 27 septembre, « Companys, procès à Catalunya » présenté par le Cinéclub biterrois et suivi d'un débat. Le 4 octobre, à la colonie espagnole, « L'œuvre constructive de la révolution espagnole » : 15 h, aspects économiques et sociaux (vidéo-conférence avec F. Mintz) ; 18 h, « Mujeres libres » (vidéo et débats) ; 21 h, aspects culturels (athénées, Ecole moderne, avec Narcisso Alba).

• TOULOUSE

Réunion organisée par le groupe « Albert-Camus » : rencontre-débat avec Claude Sigala. Face à l'enfermement psychiatrique, les lieux de vie proposent l'alternative du « vivre avec ». Quelle est leur situation après l'affaire du Coral ? Quel avenir pour les lieux de vie ? Le 26 septembre, à 21 h, salle du Sénéchal, rue de Remusat, Toulouse.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
• ARDECHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
• BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
• CHARENTE-MARITIME
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
• CÔTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
• DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
• FINISTÈRE
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Société : Budget 1987, Amis lecteurs — PAGE 4, Luttes : Grève victorieuse à Neuilly-sur-Marne, En Bref, La rentrée à Renault — PAGE 5, Société : Unanimité de mauvais aloi sur les contrôles d'identité — PAGE 6, Société : Objets insoumis en procès à Rennes, Eric Hébert, A propos du terrorisme — PAGE 7, Société : Soutien aux « faux-monnayeurs », Cattenom, Réfugiés basques — PAGE 8, Dans le monde : Histoire d'un journal : « TAZ » — PAGE 9, Informations internationales : Japon, Brésil, Ecosse, Italie — PAGE 10, Archives : Stirner et l'anarchisme (2^e partie) — PAGE 11, Expression : Notes de lecture, Programme de Radio-Libertaire — PAGE 12, Arguments : Mort au « tiers monde » (2^e partie).

éditions

• « LES OEILLETES ROUGES »

« Les Oeillets rouges » n°1, cahiers de réflexion anarchiste trimestriel, viennent de paraître. En vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 35 F (abonnement pour quatre numéros : 120 F, chèque à l'ordre de J.-M. Raynaud). Pour tout contact : « Les Oeillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil.

• ARGENTEUIL

A l'occasion du sixième anniversaire du coup d'Etat en Turquie le 12 septembre 1980, le groupe Kropotkine d'Argenteuil édite une brochure « Turquie : de la dictature militaire à la démocratie musclée ». Celle-ci fait le bilan de six ans de répression et comporte un sommaire : aperçu du mouvement turc, la situation économique, la Constitution de 1982, la torture, le problème kurde, etc. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

Nous informons nos sympathisants et toute personne voulant entrer en contact avec nous que nous reprenons nos permanences au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, Argenteuil, les 2^e et 4^e samedis du mois de 15 h à 18 h.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Le budget Balladur Capital, Famille, Patrie

« **M**OINS d'impôts, moins de fonctionnaires... » Les médias ont étalé de gros titres à propos du budget 1987. Que faut-il de plus pour le bonheur du bon peuple, en particulier cet électorat poujadiste qui constitue la base sociale du chiraquisme ?

Le budget mitonné par le couple Balladur-Juppé, et qui sera soumis au Parlement, prévoit 1 054 milliards de dépenses (1,8% d'augmentation, c'est-à-dire moins que la hausse officielle des prix). Il y aurait donc, pour la première fois depuis trente ans, une baisse des dépenses en francs constants. Balladur aurait déclaré qu'il souhaitait « débarrasser le budget des mesures en trompe-l'œil », ses prédécesseurs (Delors, Bérégovoy) ayant réduit artificiellement les dépenses et les recettes.

Le *Monde* a démontré que M. le ministre d'Etat se vantait quelque peu et que le chiffre des dépenses publiques est supérieur de 15 milliards aux prévisions officielles. Une partie des recettes de la privatisation, en effet, servira à financer des dépenses budgétaires. Un artifice que les barristes trouvent malsain car, disent-ils, on ne paie pas ses dettes en bradant son patrimoine. Par ailleurs les économies

annoncées seraient gonflées de façon audacieuse et ne se monteraient, en réalité, qu'à 12 milliards, au lieu des 40 annoncés. Il tricherait donc Balladur ? Il a pourtant une si belle tête d'honnête homme !

Armée, « justice », police...

Des économies bien réelles, ce seront celles, en tout cas, réalisées sur le dos des travailleurs du secteur public grâce au blocage des rémunérations, à l'augmentation de la productivité et aux suppressions d'emplois (4 600 dans les P.T.T., 4 500 à l'Education nationale, 4 000 (environ) dans divers ministères).

On a pu remarquer, certes, la suppression de 4 200 postes aux

armées, mais ce n'est qu'une fausse joie : les culottes de peau sont les plus gâtées puisque leur budget est en forte hausse, aspirant à lui seul 60% des dépenses nouvelles du projet Balladur, soit 11 milliards destinés aux dépenses d'équipement et tout spécialement aux armes nucléaires.

Le ministère de l'Intérieur est, lui aussi, l'objet de tous les soins avec 1 milliard de plus et la création de mille trois cent soixante sept postes budgétaires, tandis que le ministère de la Justice programme mille vingt-huit créations « nettes » d'emplois chez les chats-fourrés et les gardes-chiourmes... ainsi que 2 491 places nouvelles pour les détenus !

Egrenons le chapelet...

L'emploi demeure, pour le gouvernement, la priorité des priorités et il faudrait vraiment être borné pour en douter, sous le fallacieux prétexte que des milliers de postes seront supprimés dans le secteur public (ainsi que dans les Houillères et la sidérurgie dont Madelin taillera les subventions à la tronçonneuse). La seule solution pour régler le problème c'est, foi de Balladur-le-libéral, de « libérer l'économie ». Donc, avant tout, de réduire les charges. Dans ce domaine,

Balladur-Juppé n'ont pas lésiné et, pour reprendre l'expression du *Monde*, le projet de budget comporte « un bon chapelet » de mesures fiscales en faveur des entreprises.

Citons, dans le désordre : une réduction de 25% des droits sur les donations-partages pour faciliter « la transmission du capital », ce qui fera le bonheur de quelques fils et filles à papa ; une réduction de 16% des bases de la taxe professionnelle ; la suppression progressive de la taxe sur les frais généraux qui pénalise, paraît-il, la compétitivité des entreprises et nuit à l'hôtellerie et à la restauration... A la bonne nôtre !

Le gentil Balladur a prévu aussi la déduction des « résultats » impossibles d'une provision pour les congés payés qui permettra aux patrons, pour 1987, d'économiser 1 milliard. Il accorde aussi une réduction des taxes sur le fuel lourd et le gaz naturel consommés par les industriels.

Enfin qui ne verrait, à moins d'être de la plus aveuglante mauvaise foi, l'impact sur l'emploi de la suppression de la taxe sur les machines automatiques et de la réduction des droits payés par les bouilleurs de cru. N'allez surtout pas croire qu'il s'agit en l'occurrence d'une fleur à deux catégories bien spéciales d'électeurs entretenant des liens d'amitié très particuliers avec quelques politiciens...

Ceux qui cherchent la petite bête découvriront dans les pronostics de Balladur que l'impôt sur les sociétés rapportera en 1987, 15,6% de plus qu'en 1986. Ce qui prouve que les mêmes procédés, même dans la même un peu mieux que la hausse des salaires raisonnablement prévisible pour la même période. C'est ça la libération de l'économie...

Ceux qui s'en payent une tranche

Pour les allègements fiscaux, Balladur prétend avoir donné la priorité aux entreprises et aux familles. Mais il y aura quand même des familles plus allégées que d'autres, dans le haut de gamme bien sûr, avec la suppression de la tranche à 65%. Et ce n'est qu'un début puisque le taux ramené à 58% sera, d'ici trois ans, descendu à 50%. Comme l'a si bien dit Delors, il ne faut pas pénaliser « les 100 000 Français qui travaillent le plus » !

Dans le bas de l'échelle, l'extension de la décote amènerait l'exonération de deux millions de familles

et un allègement pour 1,8 million d'autres. Une polémique a opposé, à ce sujet, Chirac au *Monde* qui avait démontré que les « effets contraires des allègements fiscaux et de la majoration des prélèvements sociaux se traduiraient en 1987 par un avantage important pour les revenus élevés, et par une perte pour les revenus intermédiaires ». Des contribuables non imposés, ou très faiblement, en 1986, seront perdants puisqu'ils « paieront l'année prochaine un supplément de cotisation vieillesse non négligeables, de l'ordre de 500 F ».

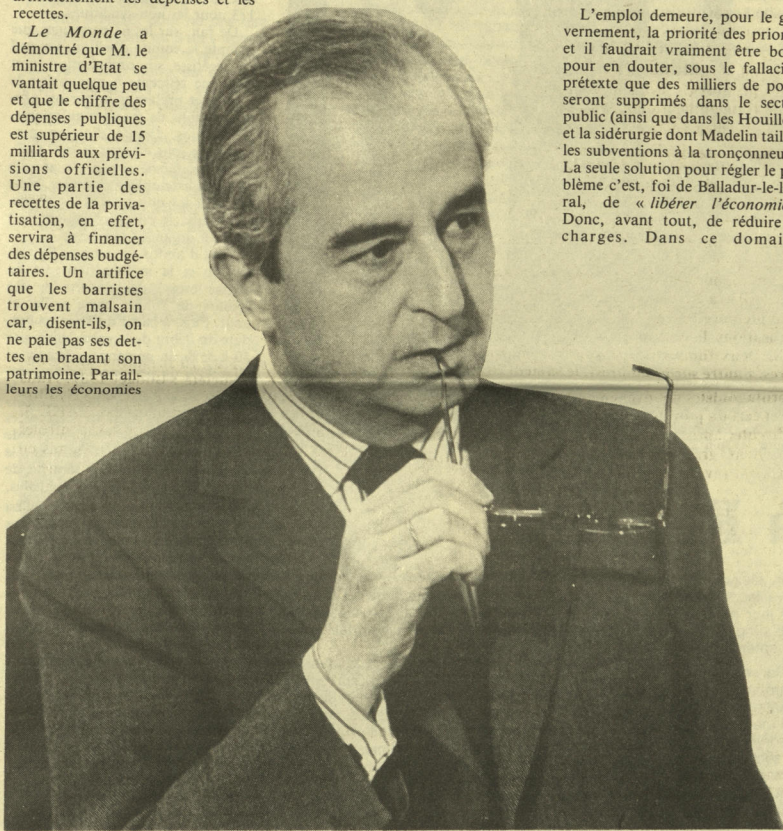
On pourrait ajouter que les mêmes contribuables subissent chaque année la hausse des impôts locaux depuis que par la grâce de la « régionalisation » l'Etat a transféré ses « compétences » aux communes, aux départements et aux régions.

Le tableau ne serait pas complet si l'on omettait de souligner les mesures destinées à décourager le célibat, à « encourager les couples régulièrement unis ». Comme l'écrit le député Millon, vice-président de l'Assemblée, « une société qui proclame sa foi dans la famille et sa volonté de favoriser la naissance des enfants au-delà du deuxième ne peut plus continuer à privilégier fiscalement et socialement deux millions de concubins au détriment des couples légitimes ».

Pour que se redresse la courbe démographique (parallèlement, sans doute, à celle du chômage) le quatrième enfant et les autres donneront droit à une demi-part supplémentaire. *Le Monde* et les familles de la vignette. Le lapin détrône le coq gaulois dans les allégories de la République.

On le voit : encouragements à la bonne et belle famille française, encouragements aux entrepreneurs, aux investisseurs, toujours plus pour la police, les juges et les militaires. La fière devise de l'Etat républicain est plus que jamais : Capital, Famille, Patrie. En définitive — et qui pourrait s'en étonner ? — le budget Balladur ne constitue en aucune façon une rupture avec les politiques précédentes. En 1987, le Moloch engloutira ses 1 050 milliards. Quels que soient les artifices, les camouflages, les cheminement plus ou moins tortueux, ceux qui paient la note dans son intégralité sont ceux qui produisent les richesses. Et personne d'autre.

Sébastien BASSON



Amis lecteurs

C'EST la rentrée pour tout le monde, même pour nous. Après une interruption estivale nous avons repris notre parution hebdomadaire, mais malheureusement pas dans de bonnes conditions financières. En effet, l'année passée a été celle des problèmes et incidents techniques.

Il a fallu remplacer la photocomposeuse qui nous sert à confectionner le *Monde libertaire*, la machine à router pour le service des abonnements, la camionnette de livraison, avant la parution du numéro d'été ; c'est maintenant au tour de la développeuse de finir ses vieux jours. Matériel vieux, usé, réparé et bricolé plus que de raison, voilà le lot du *Monde libertaire* qui, jusqu'à présent et en dépit de ces inconvénients techniques et financiers, a tenu son engagement d'être présent dans les kiosques, chaque semaine. Ceci grâce aux efforts conjugués de tous : militants, lecteurs et nombreux sympathisants qui n'ont pas rechigné à la tâche pour que cela soit possible.

Des appels à la souscription et au soutien pour le *Monde libertaire* nous en avons lancés plus d'un et, à chaque fois, vous avez été nombreux à répondre présent par des moyens à la mesure de chacun. De nouveau, nous réitérons cet appel.

Les mauvais esprits en riront certainement, quant aux amis fidèles ils nous entendront et comprendront la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de procéder ainsi.

100 000 francs ! C'est ce qu'il nous reste à trouver. La somme est importante, mais elle est à la mesure de nos problèmes financiers. Toutes les contributions, même minimes, seront les bienvenues pour que cet objectif soit atteint dans les mois qui viennent. Dès à présent, nous lançons une campagne d'envergure de soutien au *Monde libertaire* et pour la défense de nos libertés. Nous aurons l'occasion d'en reparler dans ces colonnes. Libertés, mises à mal par le gouvernement précédent, œuvre continuée par celui des « cohabitants » qui s'entendent comme larrons en foire pour criminaliser, sous un discours pseudo-sécuritaire, toutes les expressions de défense des libertés et de lutte pour l'égalité économique et sociale.

Ce ne sont donc pas les pouvoirs publics qui nous subventionneront, et nous nous en félicitons, le message révolutionnaire du *Monde libertaire* s'y prêtant mal. Alors cet argent, nous avons décidé de le demander non pas à un improbable mécène, mais à un certain nombre de ceux qui nous font confiance et ce depuis longtemps. C'est-à-dire à nos amis de tous

jours, à nos plus fidèles lecteurs, à ceux qui pensent que le combat pour l'anarchisme est, plus que jamais, le combat à mener et à soutenir.

Salutations anarchistes

Les administrateurs

Souscriptions (mai à juillet) :

Berry J.-M. : 50 F, Brosson Roger : 100 F, Guillemau Etienne : 50 F, Barcelo Floréal : 50 F, Guibert Georgette : 700 F, Anonyme : 139 F, Barthelemy D. : 50 F, Corbel Jean : 100 F, Jacquemard F. : 50 F, Relier Michel : 50 F, Boudier Patrice : 15 F, Planas Henry : 500 F, Grisard Léa : 1 000 F, Philippo Julien : 50 F, Bolufer José : 50 F, Dorignon J. : 50 F, Chenard Paul : 500 F, liaison Saint-Malo : 80 F, Gr. de Rennes : 100 F, Fasciotti Sylviane : 50 F, Porta Alfred : 43 F, Gaudiller Gil : 500 F, Debroire Christian : 300 F, Gr. Vitry-Villejuif : 187 F, Charillat Jacques : 50 F, Gr. « Maurice-Fayolle » de Tours : 100 F, Lapeyre Paul : 500 F.

Total : 6 014 F.

SANTÉ

Il existe même des grèves victorieuses

Le 8 septembre, le personnel de l'Établissement hospitalier spécialisé (E.H.S.) de Ville-Evrard, à Neuilly-sur-Marne, regroupé au sein d'un comité d'action a commencé une grève pour le maintien de son salaire, amputé par la décision de l'administration de suspendre un certain nombre de primes.

Cette grève, terminée victorieusement le 18 septembre, outre son aspect local, a montré comment l'État-patron entend réaliser les économies budgétaires de son programme libéral ; elle montre également un regain de mobilisation chez les travailleurs de la Fonction publique.

Pour 400 F par mois

Le 15 juillet, une note de service émanant de la direction de l'établissement annonce la suspension d'un certain nombre de primes jugées non statutaires par la Cour des comptes. La Cour des comptes, dont le travail consiste à épulcher les comptabilités et la gestion des différentes administrations, fait généralement figure d'organisme indépendant du pouvoir, impartial et intègre. C'est oublier un peu vite et méconnaître la structure pyramidale, extrêmement hiérarchisée des administrations dont elle n'est qu'un rouage. Régulièrement, les médias en mal de « nantis » font leurs délices de cette sorte de maquis inextricable que constituent les primes des fonctionnaires.

Une situation particulièrement inique, s'il permet à peine à la grande majorité des fonctionnaires de toucher un

salaire compris entre cinq mille francs et six mille francs, autorise en revanche une poignée de hauts fonctionnaires, cadres supérieurs, à s'adjuger des salaires de dix à quatorze fois supérieurs, sans parler de divers avantages en nature.

Les exemples abondent où la Cour des comptes a relevé nombre d'irrégularités concernant certains hauts fonctionnaires, comme récemment encore l'acquisition pour plusieurs millions de francs lourds de villas somptueuses en guise de logements de fonction pour certains directeurs régionaux des Télécommunications. Si les redressements de ces agissements plus ou moins irréguliers restent bien souvent lettre morte, ceux chargés d'y remédier en étant parfois directement bénéficiaires, il n'en va pas évidemment de même lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux petites catégories de fonctionnaires comme pour l'E.H.S. de Ville-Evrard.

Dès le rapport de la Cour des comptes paru, le Trésorier payeur général et la direction de l'établissement ont immédiatement suspendu les primes au personnel ; des sommes pas bien faramineuses pour l'administration, mais absolument vitales pour les travailleurs, puisqu'il d'agissait d'amputer de 400 F un salaire net moyen de 5 200 francs (10 ans d'ancienneté). Derrière des artifices comptables strictement techniques se dissimule mal la volonté de l'État-patron de faire payer aux travailleurs de la Fonction publique l'aggravation des économies budgétaires. Ainsi pour l'E.H.S. de Ville-Evrard, il est prévu une diminution de 520 millions de centimes dans le budget

1987, la suppression de douze postes, la non-titularisation des auxiliaires, le redéploiement des effec-

tifs du personnel soignant... Une offensive patronale qui touche l'ensemble du secteur public hospi-

talier dont la Cour des comptes visite actuellement différents établissements.

L'unité d'action ou « seule la C.G.T. lutte »

Si l'administration comptait sur l'été et sur l'impopularité admise d'une lutte de fonctionnaires pour une question de prime, elle en a été pour ses frais. Devant le mécontentement exprimé à l'annonce du non-paiement des primes, la C.F.D.T. convoque le 25 juillet une assemblée générale où, à l'unanimité moins vingt abstentions, est décidée la création d'un comité d'action composé dans son principe pour 1/3 par la C.G.T., 1/3 pour la C.F.D.T. et 1/3 pour les non-syndiqués.

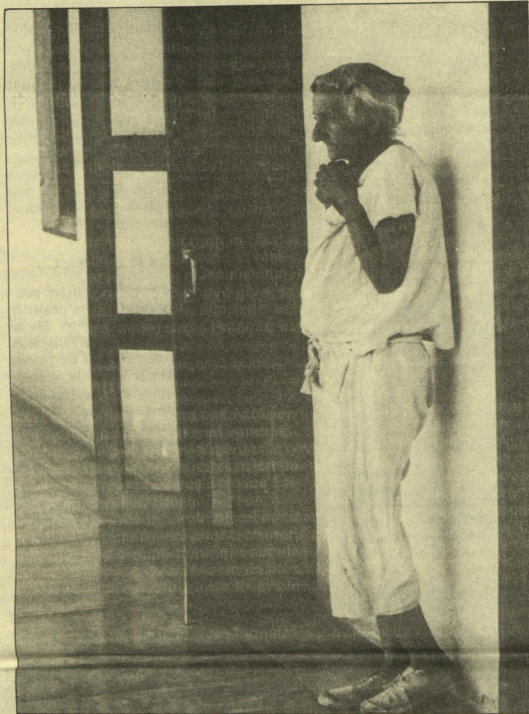
De fait, sur les 61 personnes que compte le comité d'action, un seul est cégétiste, son organisation étant plus que réticente à reconnaître le comité et préférant mener ses propres actions de manière autonome. Néanmoins, l'unité d'action progresse de jour en jour et la C.G.T. participe, même si elle n'y appelle pas, aux assemblées générales. Mais par-delà les querelles et les enjeux syndicaux, le comité d'action s'est activé à organiser la riposte.

Tout d'abord en assurant l'information et la mobilisation lors du chassé croisé des départs et des retours de congés entre juillet et août. Puis, à partir du 8 septembre, date du début de la grève suivie par 50 à 55% du personnel soignant et 80 à 90% du personnel administratif et ouvrier, en organisant le piquet de grève quotidien, l'information auprès des autres centres hospitaliers par des distributions de tracts... mais aussi en assurant le maintien des soins, de la sécurité, de la remise du courrier aux malades.

Le comité d'action a assuré aussi la tenue régulière des assemblées générales décisionnelles et l'organisation de plusieurs manifestations (le 30 juillet devant la D.D.A.S.S., les 10 et 11 septembre devant la préfecture, et enfin le 18 septembre devant le ministère de la Santé). Le 18 septembre, au 11^e jour de la grève, devant la détermination des grévistes et les risques de durcissement et d'extension du conflit, le ministère faisait machine arrière en annonçant le maintien de l'intégralité des salaires, primes y comprises.

En renouant avec des méthodes de l'action ouvrière, bien rares en ces temps de division syndicale, les travailleurs et travailleuses de l'E.H.S. de Ville-Evrard ont réussi dans un contexte difficile et sur des revendications a priori impopulaires à faire reculer l'administration. Plus qu'une victoire significative, ils y ont gagné l'idée de leur propre force.

Gérard COSTE



Assurer les soins...

La rentrée à Renault

« **P**ENDANT l'admirable mouvement de grève qui s'est déroulé entièrement, tous les camarades sans distinction d'opinions politiques ou religieuses ont compris la nécessité de se grouper dans notre grande C.G.T. qui, à la tête de notre mouvement et devant la discipline de tous, a su faire aboutir les revendications que nous attendions depuis des années. » S'il faut en croire un dernier numéro de la Vie ouvrière (15 au 21 sep-

tembre, n°2194), ces lignes auraient été écrites dans l'hebdomadaire de la C.G.T. en 1936 (1).

Aujourd'hui ce que l'on a appelé la « forteresse ouvrière », d'où partaient pour s'envoler au niveau national revendications et mots d'ordre, n'est plus que l'ombre d'elle-même. La C.G.T., coincée entre le « produisons français » et ses réflexes de classe, ne réussit pas à vraiment faire monter la pression de la mobilisation. Travailleurs immigrés dans le collima-

teur, résignés au licenciement, et travailleurs français espérant sauver leur emploi, c'est un tableau trop simpliste que voudraient faire accepter les médias.

Car, en cette rentrée, l'offensive patronale est de taille : licenciements de dix délégués du personnel (neuf C.G.T. et 1 C.F.D.T.) (2), de délégués des Comités hygiène et sécurité, et licenciement « collectif pour motif économique » portant sur 415 salariés au centre industriel et 113 au siège social...

sans compter la menace de la vente de 38 hectares de terrains pour lesquels la municipalité de Boulogne se serait portée acheteuse !

Liquidier Billancourt, le rayer de la carte, cela est clairement l'objectif de la direction et du gouvernement. « Contre les licenciements, lutter ! », voit-on sur les murs de Renault, mais le site de Billancourt agonise et l'animation qui existait dans des endroits limitrophes comme la place Nationale n'est plus qu'un souvenir. Les « travailleurs exédentaires » sont acheminés vers le retour au pays où on leur propose de vendre des légumes dans les grandes surfaces.

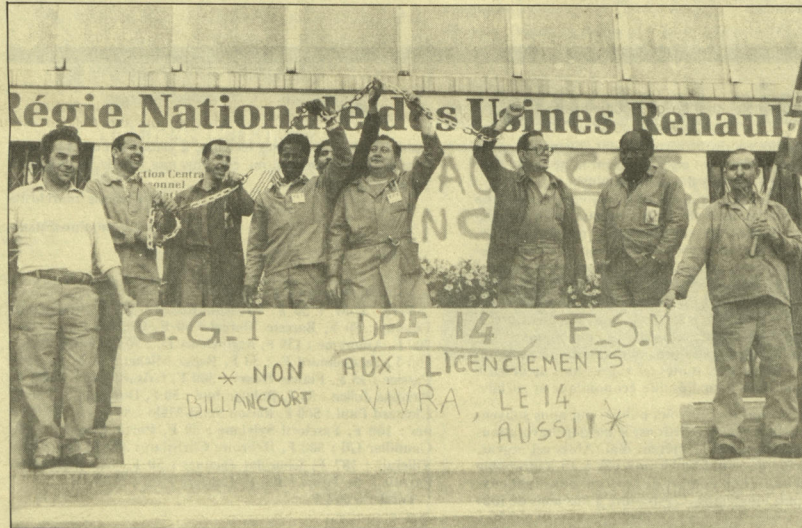
En cette rentrée 86, la direction de la Régie et le gouvernement (Besse et Madelin, même combat !) avancent en licenciant les travailleurs les plus combattifs. Dans le même temps, dans des structures paritaires C.F.D.T., F.O. et C.G.T., on discute des sommes à allouer à la crèche pour la « maintenir en fonction ».

Un semblant d'unité d'action syndicale n'aurait-il pas fait entrevoir un peu d'espoir aux travailleurs de Billancourt ? Comme le dit Krasucki, quand on est révolutionnaire on peut rêver !

THIERRY
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Cela fait tellement écho à l'actuel « seule la C.G.T. lutte... » qu'on s'interroge à la lecture. Ah ! suspicion quand tu nous tiens !

(2) La direction de la Régie en demandait 16 de plus... Rappelons que Renault-Billancourt a compté jusqu'à 38 000 salariés et qu'il en reste aujourd'hui quelque 7 000.



Action de la C.G.T. à Billancourt le 30 juillet.

en bref...en bref...

• La revue « Noir et Rouge » organise un meeting-débat le 27 septembre 1986 à partir de 17 h au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (M^e Convention ou Plaisance).

Au programme :
18 h, projection d'un film tourné clandestinement par Solidarnosc ;
20 h, débat : « Le syndicalisme dans la crise et la crise du syndicalisme » ;
22 h 30, musique et danse.

CONTRÔLE D'IDENTITÉ

Une unanimité de mauvais aloi

ETIENNE BLOCH, magistrat, ancien conseiller à la Cour d'appel de Paris, fondateur du Syndicat de la magistrature, entreprend dans nos colonnes une comparaison entre les contrôles d'identité sous la gauche et à l'heure actuelle. Cet article n'engage évidemment que son auteur.

La rédaction

Il n'est pas nécessaire de se voiler la face. Le Parti socialiste ne s'est pas insurgé contre le projet de loi sur les contrôles d'identité. Devant le Conseil Constitutionnel auquel il a soumis le projet, on se demande pourquoi il a cessé tout combat.

Cette timidité, pour ne pas dire veulerie, à moins qu'il ne s'agisse de haute politique mystérieuse aux yeux du profane, est d'autant plus remarquable que son porte parole Bernard Durosier avait défendu devant l'Assemblée nationale l'exception d'irrecevabilité, c'est-à-dire d'inconstitutionnalité. Certes il était un peu curieux d'entendre mettre en cause le principe même des contrôles d'identité alors que celui-ci avait été maintenu par la loi du 10 juin 1983.

Accord sur le principe

L'argument d'inconstitutionnalité tiré de l'absence de garantie

Magistrature, la nouvelle loi ne marque pas une transformation bien profonde de l'état de droit.

L'alinéa 1 de l'article 78-2 du Code de procédure pénale qui prévoit les cas où la police judiciaire peut procéder à des contrôles d'identité n'a subi aucune modification depuis sa rédaction en juin 1983. L'alinéa 2 du même article concernant les contrôles d'identité par la police administrative a subi lui une retouche importante comme nous le verrons. Je trouve qu'il y a une certaine honnêteté, à partir du moment où l'on admet le principe des contrôles d'identité, d'avoir ajouté à l'ancien article 78-1 une obligation pour toute personne se trouvant sur le territoire français d'accepter ces contrôles d'identité (initiative de M. Jean-Louis Debré). Il ne me paraît pas non plus ni original ni scandaleux que cette obligation soit sanctionnée par une infraction. Il faut savoir ce que l'on veut. Si l'on impose les contrôles d'identité, cela s'appelle une obli-

gation de présenter à toutes réquisitions des agents de l'autorité les pièces ou documents sous couvert desquels ils sont autorisés à résider en France. La seule bizarrerie de la nouvelle loi est qu'elle n'a pas abrogé les deux articles des deux décrets, si bien qu'il existe une obligation générale faite aux étrangers de présenter leur titre de séjour à toute réquisition des autorités et une obligation semblable plus limitée qui s'insère dans la procédure des contrôles d'identité qui, quoiqu'on en dise n'est pas légale dans toutes les occasions.

L'interprétation de Joxe

Le changement important auquel nous avons déjà fait référence concerne les contrôles d'identité par la police administrative. La loi nouvelle a substitué à la formule restrictive mais bien compliquée de la loi du 10 juin 1983 : l'identité de toute personne peut également être contrôlée selon les mêmes modalités « dans des lieux déterminés là où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée » l'ancienne formule de la loi Sécurité et Liberté « pour prévenir une atteinte de l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes et des biens ».

L'idée de « menace immédiate » avait permis à la Cour de cassation de juger que les contrôles systématiques dans le métro étaient illégaux, mais contrairement à une opinion beaucoup trop répandue et défaitiste, la loi nouvelle ne consacre pas l'arbitraire

son droit de faire aviser le Procureur de la République et de prévenir sa famille ou toute autre personne de son choix. La loi n'exige pas cependant que la personne retenue soit, dans tous les cas, mise en état de communiquer directement avec ses proches ; si des circonstances particulières l'exigent — crainte par exemple

ils, l'oseront-ils ? Ça c'est une autre question.

Suppression du contrôle d'identité

Le replâtrage du contrôle d'identité n'a pas de raison d'inquiéter outre mesure. Le gouvernement de gauche au moment



que l'intéressé alerte d'éventuels complices — l'officier de police judiciaire prévient lui-même la famille ou la personne choisie.

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur de 18 ans, celui-ci doit normalement être assisté de son représentant légal. En cas de difficulté ou d'impossibilité, le Procureur de la République doit être obligatoirement informé dès le début de la rétention.

« 2. Lorsque les prises d'empreintes et de photographies... préalablement soit au procureur de la République s'il agit dans le cadre d'une enquête préliminaire ou si la personne retenue au cours d'une enquête de flagrant délit est un témoin "appelé" en application de l'article 62 du code de procédure pénale, soit au juge d'instruction s'il agit dans le cadre d'une commission rogatoire. La loi ne prévoyant pas les formes que doit revêtir cette autorisation, elle peut être soit écrite, soit verbale. Dans tous les cas, elle doit être mentionnée au procès-verbal de vérification d'identité et les raisons qui la motivent spécialement consignées.

« Lorsque les opérations de prises d'empreintes et de photographies sont effectuées dans le cadre d'une garde à vue et tendent non à l'identification d'une personne mais à l'établissement de sa culpabilité ou à sa mise hors de cause, elles ne sont pas soumises à autorisation ; elles font alors partie des opérations de la garde à vue, que les magistrats du parquet ou ceux de l'instruction contrôlent, mais dont l'opportunité et la conduite appartiennent à l'officier de police judiciaire.

« 3. Quelle que soit leur nature — préventive ou judiciaire — les opérations de contrôle et de vérification d'identité sont placées par l'article 78-1 du code de procédure pénale sous le contrôle des autorités judiciaires. Saisi soit d'office, notamment lorsque la personne retenue est mineure ou lorsque certaines investigations appellent une décision de sa part, soit sur demande de l'intéressé, le procureur de la République ou plus généralement tout magistrat responsable de la procédure engagée peut, à tout moment, mettre fin à la rétention. »

Les magistrats pourraient parfaitement enfermer les contrôles d'identité dans des limites beaucoup plus étroites que celles proposées par M. Joxe. Le voudront-

de la révision de la loi Sécurité et Liberté, qui aurait du être abrogée et non amendée, avait l'occasion de supprimer purement et simplement le contrôle général d'identité. Il ne l'a pas voulu. Il a eu trop peur de mécontenter la police et a cru qu'il se priverait ainsi du suffrage de beaucoup d'électeurs, ce qui reste encore à démontrer.

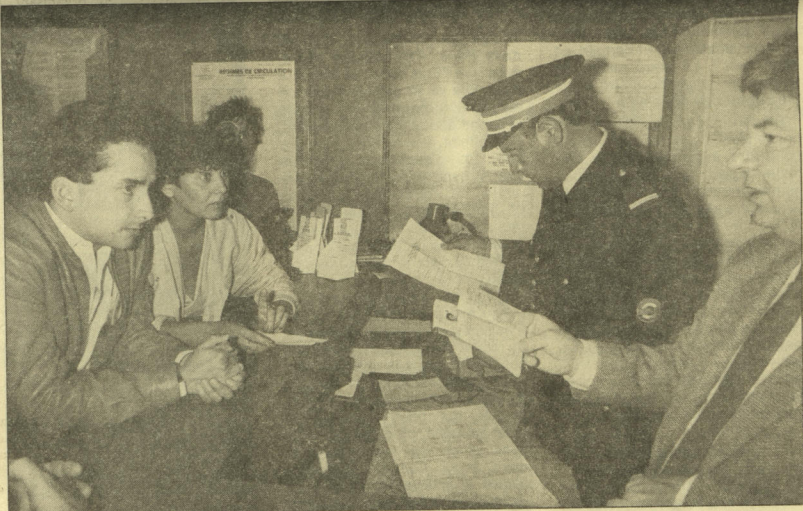
En revanche ce contre quoi tout citoyen devrait protester ce n'est pas contre l'absence de toute garantie judiciaire assez illusoire, car le contrôle d'identité n'est pas de renforcer la poursuite de la délinquance (chacun sait que sur ce point il n'a aucune efficacité), mais de renforcer la police, le statut du policier. Le contrôle d'identité est essentiellement une arme psychologique. Il agrandit le fossé qui sépare le simple citoyen du policier.

Celui qui croit pouvoir disposer à tout moment du droit de réclamer à son semblable la justification de son identité dispose d'un pouvoir exorbitant qui le confirme dans son importance. Peu importe que ce droit n'existe pas ou du moins qu'il ne puisse s'exercer que dans certaines limites, ce qui compte c'est la conviction qu'a le policier et l'usage qu'il fait de ce prétendu droit. Le contrôle a posteriori que le juge peut exercer est assez dérisoire et ne modifie en rien les rapports du policier et du citoyen.

Le sentiment du citoyen est qu'il peut à chaque instant être mis en demeure de prouver son identité et qui sait de justifier sa présence sur les lieux où il est contrôlé, dès qu'il aperçoit un policier. Peu importe que le citoyen connaisse « ses droits ». A la demande du policier mieux vaut qu'il se soumette. Il sera plus salubre qu'il se présente de face ; si jamais il tourne le dos, le contrôle peut devenir mortel.

Etienne BLOCH

Les intertitres sont de la rédaction.



judiciaire devait disparaître puisqu'au cours des débats le Parlement avait rétabli l'autorisation préalable du procureur de la République ou du juge d'instruction pour la prise d'empreintes digitales ou de photographies. Mais il restait deux arguments à défendre devant le Conseil Constitutionnel : celui de l'atteinte à la vie privée (un peu tiré par les cheveux, mais il aurait été intéressant de savoir ce qu'en pensait le Conseil Constitutionnel) et celui de la discrimination raciale résultant de l'obligation pour l'étranger de présenter à toutes réquisitions les pièces autorisant son séjour sur le territoire français.

La vérité est plus pénible à reconnaître. Rien de bien important ne choque l'opposition dans la nouvelle loi. Il faut aussi reconnaître que, contrairement à ce qu'affirment certains et je n'exclus pas parmi ceux-ci le Syndicat de la

gation, et que ce soit bien ou mal, il est classique que celui qui enfreint une obligation soit poursuivi.

Le Parti socialiste dans cette affaire a fait preuve d'une hypocrisie qui n'est pas à son honneur. Il s'est scandalisé de la discrimination raciale contre les étrangers, alors que dans la circulaire de M. Joxe du 17 mars 1986 (il était bien temps ce jour-là de donner des directives à la police), que la majorité a bien eu raison de brandir pour montrer que le projet de loi ne déviât pas tellement de la politique préconisée par l'ancien gouvernement, le ministre de l'Intérieur écrivait textuellement : « La loi nouvelle laisse cependant subsister les règles de police qui prévoient l'obligation pour certaines personnes de justifier de leur nationalité (art. 1^{er} D. 18 mars 1946 et 2 D. 30 juin de la même année font obligation aux étrangers de pré-

de la police. Il faut pour que le contrôle soit autorisé que celui-ci ait pour objet de prévenir une atteinte à l'ordre public. Sans doute l'expression est large mais elle maintient l'obligation du policier de justifier qu'au moment du contrôle il pouvait exister une atteinte à l'ordre public.

L'interprétation de cette condition de la légalité du contrôle d'identité dépendra uniquement des tribunaux. Rien ne les oblige à être aussi laxiste que M. Joxe dont voici l'interprétation :

« B. Garanties
« Indépendamment des règles ci-dessus exposées, qui sont par elles-mêmes protectrices des droits des intéressés, des garanties spécifiques ont été prévues par le législateur. C'est ainsi que :
« 1. Dès le début de la rétention, l'intéressé doit être présenté à un officier de police judiciaire et, avant toute investigation, être informé de

PROCÈS DE RENNES Plaidoirie pour une objection

La lutte contre l'embrigadement et pour l'émancipation des peuples a toujours existé de tout temps dans l'histoire. Cette lutte parfois collective, mais bien souvent individuelle, est le conflit permanent entre l'individu, revendiquant sa liberté et l'Etat dont le but est la soumission. Quelques soient les pays, les régimes politiques, le réfractaire à toutes les institutions armées et étatiques se verra poursuivi, inculpé, parfois éliminé.

Pourtant rien n'a réellement arrêté le phénomène de l'insoumission, même si celui-ci connaît des hauts et des bas en fonction de la politique du moment, de la répression. A tel point que l'insoumission est parfois considérée comme une maladie dont le seul remède serait l'intervention chirurgicale. Le professeur Charlin, neurologue, fit une intervention remarquée lors d'un congrès de médecins en déclarant : « l'objection de conscience est symptomatique d'une psychopathie, une lobotomie pratiquée sur le sujet lui permettra de reprendre une vie normale où il cessera de se singulariser » (sic).

De plus en plus de raisons d'objecter

Le monde de l'objecteur ne s'arrête pas aux problèmes du service national. Sa lutte s'inscrit aussi bien dans le domaine de la militarisation de la société, à travers les différents protocoles d'accords entre l'armée et l'éducation, la culture, etc. Elle s'inscrit aussi dans le domaine social, pour une véritable égalité économique ; dans le domaine international, pour faire cesser la famine, la misère et l'exploitation du tiers monde. Dans les luttes pour l'émancipation de tous les peuples, d'U.R.S.S. au Chili. Loin de soutenir ou de participer à n'importe quoi, nous dénonçons aussi bien les dictatures rouges ou fascistes, les Khomeiny et autres Kadhafi, et les régimes prétendus démocratiques.

Pourtant ne nous leurrions pas, le mouvement des objecteurs est trop insignifiant et trop divisé pour espérer à lui seul bouleverser notre vieille planète. Aujourd'hui, l'objection de conscience est sur la défensive et son apparition se fait autour des procès que nous subissons depuis quelques mois. Pourtant, même devant les tribunaux, le mouvement des objecteurs de conscience ne reflète pas une grande unité. Il est vrai que face au tribunal, l'objecteur de conscience est souvent désorienté, peu habitué à ce genre de situation, tout est mis en œuvre (décor, protocole) pour l'humilier, le pousser dans toutes ses contradictions.

Pourtant, cela fait plusieurs années que nous sommes habitués aux procès, aussi il est temps d'en tirer quelques enseignements. Tout d'abord, la disparité des peines d'un tribunal à l'autre montre que les juges ne savent pas très bien sur quoi s'appuyer pour condamner les objecteurs insoumis. Ensuite, la « popularisation » de la lutte est un atout essentiel, Jean-Paul Sultot nous a montré comment, à partir d'un simple procès qui aurait pu se passer dans l'anonymat, on peut faire une tribune politique et ceci grâce à un travail de longue haleine auprès de la presse, des médias. Enfin Frédéric Arenou, par son « Appel à témoigner », a montré comment on peut faire passer à l'acte sa citation. La politique est l'ossature de notre démarche, l'utilisation du droit est l'une des démarches pour faire respecter nos droits et nos convictions.

Le jeudi 2 octobre 1986 sera peut-être une étape importante face à la répression contre les réfractaires. Cinq objecteurs insoumis passeront en procès. Notre démarche s'appuyant sur la même analyse, notre but est de faire de ce procès un procès collectif, le procès de l'objection. Certes, par divers artifices juridiques, nos dossiers peuvent être différents, mais ce que nous voulons mettre en avant, c'est la démarche commune qui fait de nous des objecteurs insoumis.

Nous vous appelons tous à nous soutenir le 2 octobre 1986 à Rennes, Cité judiciaire, à 14 h, et à participer à une réunion publique qui se déroulera le 1^{er} octobre à la Maison du Champs-de-Mars de Rennes, à 20 h 30.

Collectif d'objecteurs insoumis

Collectif d'objecteurs insoumis, c/o C.P.C.L., B.P. 2571, 35036 Rennes cedex.



Un objecteur se cache dans le paysage. Trouvez-le !

Situation d'Eric Hebert insoumis à l'armée

PENDANT l'été, la répression s'abat généralement sur les réfractaires à l'armée (1), cela s'explique par la faiblesse du soutien du mouvement antimilitariste pendant cette courte période. On assiste parfois à des actes désespérés tel cet insoumis de la région de Rouen qui s'est mutilé sexuellement de façon irréversible pendant le mois d'août. Pour éviter ces situations, Eric Hébert a préféré la cavale dans un lieu sûr. Il a maintenant refait surface dans la région et il est prêt à assumer son acte jusqu'au bout. Il nous est donc nécessaire de suivre son cheminement depuis le 5 février, date de son insoumission, à maintenant.

Eric Hébert, militant de la Fédération anarchiste et de l'Union pacifiste à Rouen, est insoumis total depuis le 5 février 1986. Il s'est expliqué de ce choix difficile dans le *Monde libertaire* daté du 6 février 1986. « Je combats l'armée qui est l'institution de la soumission et de

la destruction de l'individu. (...) La construction d'une société libertaire éliminera la guerre et les autres maux de la société actuelle... ».

En plein mois de juillet, les gendarmes lui rendent visite et lui remettent un ordre de route lui demandant de se rendre à la caserne de Douai (Nord) le 21 juillet. Une semaine après, Eric se trouve en cavale. Son employeur accepte sa rupture de contrat, bien heureux de se débarrasser d'un trouble-fête qui travaille en discutant d'idées anarchistes.

Après un bon mois de repos et de saines lectures, Eric refait surface à Rouen. En allant à la mairie de son domicile pour divers papiers, le maire lui remet un deuxième ordre de route lui spécifiant de se rendre à la caserne de Douai « le 16 septembre avant 14 heures impérativement » (sic). Les poursuites peuvent commencer dès octobre. Le comité de soutien (2) et lui-même s'y préparent.

Au sujet de l'éventuel procès, Eric hésite entre une défense libre (sans avocat) et une défense classique. En tout cas cela sera un procès d'opinion, un procès politique. Il compte bien dénoncer la guerre et toutes ses causes : l'armée, l'Etat, le système économique actuel, etc. ; il entend également développer ses idées anarchistes. Pour lui, l'institution judiciaire comme l'institution militaire veut nous soumettre à la loi des classes dominantes, il est donc essentiel d'avoir une autre attitude que la complicité, la soumission. Nous vous tiendrons au courant de la suite des événements.

Comité de soutien

(1) Il existe un numéro de téléphone permettant de se tenir informé de la situation des réfractaires à l'armée, c'est le (16.1) 43.03.62.03 (répondeur antimilitariste).

(2) Comité de soutien à Eric Hébert, B.P. 58, 76160 Darnetal.

Nous ne hurlerons pas avec les hyènes

LES terroristes puent la mort, les terroristes sentent mauvais des pieds. J'aime pas les terroristes. J'aime pas ce qu'ils font et pourquoi ils le font. Un de mes copains en prison m'est intolérable, mais toutes les prisons me sont intolérables. Mais eux ils en sont là. Réclamer la libération de leurs potes. Aucun autre alibi sérieux, semble-t-il. Et demain, ce sera quoi ? La suppression du wagon de queue du métro ou je tire sur tout ce qui bouge !

En ces temps frisés de délire consensuel, aucune excuse ne peut être invoquée, aucun prétexte ne peut être accordé et pas le moindre contenu de classe, pas la moindre allusion à un marxisme ou un truc en « isme » mal dirigé ou sauvagement frelaté. Ils ne sont même pas récupérables. Si encore ils faisaient sauter Fauchon, mais peu leur importe la conscience de classe du vigoureux prolétariat de notre beau pays aux trois cents fromages. Ce qui compte, c'est faire peur ! Du sang, du sang, du sensationnel. Ils font l'unanimité contre eux et c'est cela qui pose problème.

Une coquette qui s'abandonne !

Mais la démocratie française est une grande coquette. Toujours prête à se montrer aux autres en ayant l'air de pas trop y toucher, toujours prête à s'émouvoir et à rigoler avec les plus forts, jusqu'au jour où meurtrie, bafouée, elle s'abandonne à des comportements répressifs où les adversaires de l'obscurantisme étatique, de la nation et de la patrie ont tout à perdre.

Or, nous sommes des adversaires de cet obscurantisme-là, des adversaires de la patrie, des ennemis de l'Etat. D'ailleurs j'ai vu Chirac à la télé. Il est bien Chirac. Sévère... mais juste. L'air un peu con, mais ça c'est l'E.N.A., sinon ça va. La France va s'en sortir grâce au sang-froid et au calme. On va sauver la démocratie, hardi « cohabinisation » va rimer avec « policier ». Déjà ça barde de partout, plusieurs arrestations spectaculaires. Un dangereux lecteur d'un manuel de terrorisme arrêté aux Galeries Lafayette. J'ose plus

sortir avec mon camping-gaz. Tous les Byzantins huileux, les Maures sournois n'ont plus qu'à s'en faire vachement. Il va faire vilain temps à s'appeler Mohammed !

Complimenter l'armée française

Toutes les polices sont lâchées dans Paris. Peu importe désormais que l'Etat cède : la Nation a peur. Elle va se souder autour de sa police comme les petits cochons sous la truie. Le but va être atteint. Il y a fort à craindre que des dispositions spéciales vont être mises en place pour éradiquer le terrorisme. Et dans l'hypothèse où la vague d'attentats s'arrête, que fera-t-on de ces nouvelles structures à peine rodées. Suivez mon regard sournois !

C'est non seulement la police dont un des objectifs principaux (l'autre étant de veiller au respect du code de la route), c'est non seulement la police donc qui contrôle en permanence et par des moyens de plus en plus perfectionnés qui nous sommes, où nous sommes, ce que nous y faisons et ce que nous pensons, mais aussi l'armée, maîtresse altière et inassouvie de tous les vices et de toutes les perversions, qui s'en mêle. Les frontières sont désormais surveillées par les militaires du contingent et leurs supérieurs (par le grade seulement). La belle affaire. La belle psychologie. Comme si une poignée de troupes allaient pouvoir maîtriser des professionnels de la terreur. Mais peu importe, le Peuple, la Nation les admirent. Pour un peu, on les envierait presque. On pourrait même en profiter pour aller tirer les poils du cul à Jaruzelski.

Triste tableau, les métros sont moins fréquentés, la police un peu partout. On se crée l'habitude d'ouvrir son sac avec un sourire navré. « Vous allez les arrêter, monsieur l'Agent ! Hein que vous allez les arrêter, ces salauds ! Hein oui ! ». Comme ça le filic va faire partie de notre quotidien, la bave prête à gicler, les épaules larges et les machoires carrées rassurent forcément. Le bleu marine va devenir couleur nationale. Alors gare aux infiltrations



« Wanted » mort ou vif ?

d'extrême droite, celles qui tuent l'imagination, celles dont les assassins patentés font le jeu, celle qui a tout à gagner, celles qu'il nous faut vaincre parce que l'Etat est une pouffiasse et se laissera séduire.

L'explosion chez Tati pue. Rien n'empêche d'y voir une provocation. Tati est un juif tunisien, donc suspect à double titre pour les nuques rasées. Tati a une clientèle d'immigrés. Ce n'est ni la F.N.A.C. ni la Géode. Tout dans cet attentat permet d'accentuer la chasse au faciès. La nuit tous les chats sont gris et tous les suspects crépus. Et comme il est désormais possible de marchander sa crainte, avec la belle prime ils vont s'acheter des belles autos. Des qui consomment beaucoup d'essence. Vous savez l'essence. Celle qui vient de chez les Arabes...

J.-P. GAULT

CATTENOM

Trois régions contre une centrale

SITUÉE à l'extrême bord des frontières allemandes et luxembourgeoises, à proximité d'une région minière, à moins de cinquante kilomètres de trois grandes villes (Thionville, Metz et Luxembourg), la centrale de Cattenom a vraiment tout pour plaire. D'autant que quatre accidents se sont déjà produits, avant même que le premier réacteur ne soit mis en fonctionnement. Les adversaires les plus acharnés de la centrale sont les écologistes allemands. Face à l'indifférence d'une grande majorité de Lorrains, des tracasseries policières et douanières des gouvernements français, ils ont vraiment du mérite.

La centrale de Cattenom a vu le jour grâce à la complicité de toutes les tendances politiques de la région. M. Souffrin, maire communiste de Thionville, a toujours milité en faveur de la centrale « créatrice d'emplois ». Effectivement, Cattenom créera un millier d'emplois lorsque tous les réacteurs seront en marche. Mais elle provoquera aussi 3 000 licenciements dans l'industrie minière toute proche. Le maire R.P.R. de Cattenom s'est montré, lui aussi, enthousiasmé par la centrale. Jusqu'en 1981, seul le Parti socialiste s'est opposé à son démarrage. De passage en Moselle durant la campagne présidentielle, Pierre Mauroy s'était engagé à faire cesser les travaux si la gauche arrivait au pouvoir. La gauche est passée, Cattenom a continué, les luttes antinucléaires ont stagné.

Les raisons de la colère

L'accident de Tchernobyl a donné un nouvel élan aux écologistes lorrains, luxembourgeois et surtout allemands : sept manifestations d'envergure se sont déroulées en moins de trois



Manifestation contre la centrale de Cattenom.

mois, de part et d'autre des trois frontières. La plus importante d'entre elles, celle du 15 juin dernier, a rassemblé un milliers de Français, trois mille Luxembourgeois et... onze mille Allemands.

Comment expliquer la différence de mobilisation entre les populations allemandes et luxembourgeoises d'une part, françaises d'autre part ? Les Luxembourgeois, qui n'ont pas de centrale nucléaire sur leur territoire, admettent mal d'être exposés aux risques que représente Cattenom. Ils soulignent d'ailleurs cette curieuse habitude française de placer leurs centrales le plus près possible des voisins.

Les Allemands, eux, sont persuadés que les centrales françaises sont plus dangereuses que les leurs. De fait, les rejets radioactifs liquides admis par la législation française sont de 15 curies par tranche et par an, contre 3 en Allemagne. Tant pis pour la Moselle... Enfin, la succession d'incidents techniques à Cattenom ne les a pas rassurés quant à la technologie française : en 1980, le lac de refroidissement de la centrale s'est affaîssi ; en 1981, une des tours de réfrigération s'est mise à pencher dangereusement ; début 1986, un tunnel d'amenée d'eau de la Moselle a cédé... Et le 24 août dernier, la panne d'une pompe a provoqué une inondation de 8 000 m³ au pied d'un réacteur. La centrale n'étant pas encore en fonctionnement, on peut à peine considérer ces accidents comme un début.

Des rats et des hommes

Les arguments de la direction de la centrale se veulent imparables : les accidents survenus durant la période d'essai ne se produiront plus lorsque Cattenom sera en marche. Peut-être, mais il peut aussi y en avoir d'autres ? Même pas ! « Les mesures de sécurité sont telles qu'un accident de l'ampleur de Tchernobyl ne peut pas se produire en France », a affirmé M. Bergeron, directeur de la centrale, qui professe une foi inébranlable en la technologie française. Et les écologistes d'énumérer les calamités survenues à notre chère technologie, de la fusée Ariane aux abattoirs de la Villette.

Enfin, en ce qui concerne la santé des populations avoisinantes en cas d'accident, M. Bergeron ne se fait pas trop de souci : « L'accident de Tchernobyl n'a provoqué aucun dommage sur la santé des populations européennes », affirme-t-il encore. « Les réactions qui se sont produites relèvent de la schizophrénie ». Les experts qui craignent une augmentation des leucémies, des tumeurs de la moëlle et autres cancers suite à la radioactivité, même à faible dose, sont-ils des schizophrènes ? Apparemment, puisque « des rats faiblement irradiés ont vu leur activité sexuelle et leur longévité augmenter ». Cattenom, station thermique pour vieillards impotents ?

D'autres moyens d'action

En admettant — et en espérant — qu'E.D.F. mettra tout en œuvre pour protéger les populations et l'environnement, le fait d'implanter une centrale nucléaire malgré l'opposition manifeste de milliers d'habitants est un acte de terrorisme d'Etat. Un avion s'écrasant sur la centrale (les aéroports de Sarrebrück, de Metz et de Luxembourg sont tout proches) peut contaminer ou tuer 60 000 habitants, dans un périmètre de 10 kilomètres. Enfin, la mainmise de l'Etat sur un élément aussi vital que l'énergie est inadmissible.

Les habitants français, allemands et luxembourgeois semblent avoir pris — ou repris — conscience de ces dangers physiques et politiques. Mais les militants écologistes — en particulier les Allemands — ont aussi pris conscience de l'indifférence des pouvoirs publics tant que les protestations se cantonnaient à la périphérie de Cattenom. Aussi



De drôles de promeneurs...

envisagent-ils d'autres moyens d'action. D'une part, la prochaine manifestation aura lieu non plus à la frontière, mais à Paris le 25 octobre prochain avec la participation d'une trentaine d'organisations. D'autre part, le mouvement écologiste allemand Bürgerinitiative Umweltschutz (littéralement « initiative des citoyens pour la défense de l'environnement ») envisage une campagne de boycott des produits français et des firmes allemandes achetant de l'électricité de Cattenom. Là où des milliers de manifestants ont échoué, les arguments diplomatiques et financiers décideront peut-être le gouvernement à mettre fin au scandale de Cattenom.

PASCALÉ

Un soutien aux « faux-monnayeurs »

ATENTION ! Le non-respect du code de la route n'est plus passible seulement d'une contravention mais, depuis peu, de la peine de mort. La répression, comme les prix, n'échappe pas à l'inflation. Pour avoir emprunté un sens interdit, deux personnes ont été abattues cet été par la police. Les noms de ce C.R.S. et de cet officier de police coupables de « bavures » criminelles importent peu, puisque le gouvernement couvre leurs activités et démontre bien le peu de souci qu'il éprouve envers la prétendue égalité des citoyens devant la loi.

Même si cela n'a, malheureusement, rien d'étonnant, il est triste et révoltant de constater, encore

une fois, qu'une vie humaine a, au regard du code pénal, moins de valeur que l'argent, sacro-saint. Le C.R.S. et l'officier de police ont été rapidement relâchés, après leurs meurtres. Serge Livrozet, Bernard Chatron, Pierre Ciron qui, eux, sont inculpés pour avoir commis un acte que beaucoup souhaiteraient réaliser s'ils en avaient le cran, sont toujours en prison.

Incarcérés depuis le 27 août pour « fabrication de fausse monnaie », ils risquent d'effectuer un très long séjour derrière les barreaux si un mouvement de soutien ne se manifeste pas en leur faveur. Il est difficile de savoir des amis en prison, et le fait que ceux-ci soient, ou non, faux-monnayeurs n'est pas pour alté-

rer, bien au contraire, la sympathie que je ressens pour les animateurs des éditions, de l'imprimerie et de la librairie Les Lettres libres.

Serge Livrozet, fondateur de l'ex-C.A.P. (Comité d'action des prisonniers, structure d'aide aux détenus ou anciens détenus), et auteur de plusieurs ouvrages relatifs à la prison (*Aujourd'hui la prison, De la prison à la révolte*, etc.) ou à l'abstention (*La dictature démocratique*, ouvrage le plus récemment paru), à l'athéisme (*Jéva de Nazareth*) ou à la « grève des ventres » (*Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas*), Serge Livrozet est, lui, infiniment plus fort et plus estimable que ses juges ou ses geôliers.

Et une fois de plus, l'ancien taulard est en prison. Le voici de nouveau à subir les fouilles, les parloirs, à s'affronter au système carcéral. Bernard Chatron est en cellule, une fois de plus, lui aussi. Un univers qu'il espérait ne plus jamais revoir. Pendant ce temps, les trafiquants d'armes, en toute légalité, paradent de par le

monde. Mais ils n'iront pas en prison, car ce sont eux qui décident des lois.

Il est peut-être possible d'apporter un soutien à Serge Livrozet et à ses co-incephes. Ecrivez aux éditions Le Goût de l'Etre, B.P. 403, 80004 Amiens cedex.

Thierry MARICOURT

RÉFUGIÉS BASQUES
L'acharnement de Gonzalez

IL y avait longtemps que le *Monde* (du 19 septembre) n'avait pas publié une interview d'un homme d'Etat aussi républicaine que celle accordée par Felipe Gonzalez, Premier ministre espagnol, sur le problème basque. Son entrée en matière est claire : l'Espagne est aujourd'hui une démocratie, donc la France est historiquement obligée de participer à sa défense face au « terrorisme ».

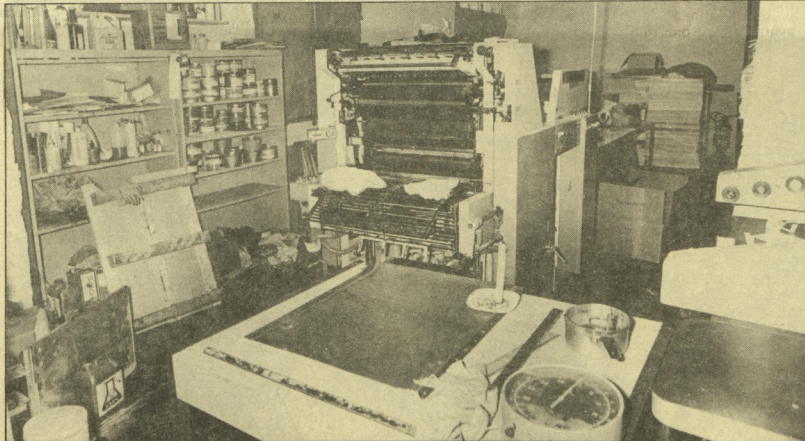
Cette défense, cet éloge de l'état de droit passe sous silence le fait que les expulsions de militants basques de cet été se sont faites en violation de toute règle judiciaire, puisque des réfugiés en règle ont été expulsés grâce à la fameuse procédure d'urgence administrative, pour de vagues prétextes de menaces de trouble pour l'ordre public, sans que le moindre indice ou présomption en ce sens n'est été produit.

Gonzalez, chantre de la démocratie, s'en félicite. Felipe enchaîne pour rappeler qu'« aujourd'hui, le Pays basque dispose de l'autonomie la plus large de son histoire ». Là encore, la dissimulation est écoe-

rante : Euskadi connaît tout un arsenal de lois d'exception qui la porte au premier plan de la répression en Europe occidentale.

Mais je crois que le sommet de l'abject est atteint par cette petite phrase : « Nombre d'anciens membres de l'E.T.A. qui se trouvent dans le sud de la France ou qui purgent une peine de prison aimeraient pouvoir mener à nouveau une vie normale ». Oui, vous avez bien lu ! Notons tout d'abord que cette affirmation est en contradiction avec la thèse espagnole du sanctuaire français pour le terrorisme basque. Oui ces militants aimeraient pouvoir mener une vie normale : pouvoir obtenir un titre de séjour sans problème en France, pouvoir habiter dans le département de leur choix, ne pas être un gibier pour le G.A.L., et pouvoir, cher Felipe, retourner chez eux sans disparaître aussitôt dans une cave de commissariat ou vos flics — gardiens de la démocratie — leur rappellent dans leur chair le bon vieux temps du franquisme.

Lee GORDON



L'imprimerie « Les Lettres libres » (photo de presse).

« TAZ » L'aventure d'un journal

ABERLIN, tout le monde le connaît sous le nom de « TAZ-Walter ». Il a 81 ans aujourd'hui. Un jour, en février 1978, on l'a vu assis dans un petit café parisien, entouré d'une poignée d'autres Allemands, tous d'au moins quarante ans plus jeunes que lui. But du voyage : voir comment on se débrouillait ailleurs pour lancer un journal « différent ».

Dans les années 70, les tentatives n'avaient pas manqué. En France, *Libération*, l'enfant de Sartre, avait fait ses premiers pas dans l'inconnu... avant de céder à la tentation de devenir un journal « normal » (sic) et en Italie, *Lotta Continua* avait vu ses jours de gloire.

Bien que la R.F.A. apparaissait souvent comme un vaste terrain de jeux pour toute sorte de médias « alternatifs », ceux-ci ne touchaient pour la plupart qu'un cercle restreint de personnes et surtout s'exposaient à de graves dangers. Ainsi furent condamnés à deux ans de prison ferme deux rédacteurs du magazine berlinois *Radikal* sous l'accusation habituelle dans de tels cas de « publicité pour une organisation terroriste ».

Depuis 1954, on observait une concentration de presse. Les requins avalaient les petits poissons. Le maître absolu devenait Axel Springer à Hambourg. Cette concentration de pouvoir, soutenue par les occupants militaires, était dans les mains d'un homme qui, d'une façon presque mythique, était un patriote et haïssait tout ce qui était « de gauche ». « Depuis la fin de la guerre, je suis conscient que le lecteur allemand ne veut en aucun cas une seule chose : réfléchir » : voilà son credo qu'il réalisa sous la forme de *Bild*. Ce phénomène springérien tira jusqu'à cinq millions d'exemplaires par jour. *Bild* coûte 40 pfennig (environ 1,20 francs) et offre sexe et crime, ainsi que de la politique sous forme d'anecdotes.

Derrière les titres à sensation et un langage simpliste se cachait, dès le début, le « pilotage » politique. Le rôle désastreux de *Bild* en 1961, année de la construction du Mur, n'est pas négligeable. Déjà, plusieurs mois auparavant, il avait systématiquement semé la panique, poussé à l'exode est-ouest par de gigantesques titres en rouge. En 1972, un attentat eut lieu contre les bâtiments de Springer. Ulrike Meinhoff écrivit : « Il faut exproprier Springer ». Des intellectuels, comme Günter Grass ou Heinrich Böll, lancèrent des appels au boycott (lire également l'enquête de Günter Wallraff sur *Bild* et le roman de Heinrich Böll : *L'honneur perdu de Katharina Blum*).

La construction de « TAZ »

Pour en revenir au vieux Walter, en 1978, il n'avait qu'une idée en tête : « arracher l'ouvrier allemand des griffes de Bild ». Déjà en 1976, à Berlin, un petit groupe discutait sur la création d'un journal « alternatif » pour faire contre-pied à la désinformation. On lança même un numéro, mais cela resta encore un rêve. En même temps, à Francfort, I.D. (« service d'information des nouvelles réprimées », magazine hebdomadaire songe aussi à un quotidien. Un an plus tard, des groupes de différentes villes se rencontrèrent à la Foire aux livres de Francfort. La situation provoquée par



la « chasse aux sympathisants » et la censure des informations à la suite de l'enlèvement de Schleyer leur permettait d'activer leur préparation dans le scepticisme général. Quelques voix d'encouragement se firent entendre, comme celle de Rudi Dutschke, ancien leader des étudiants, qui téléphonait de son exil danois, ou celle de Fritz Teufel, prisonnier politique : « Un nouveau journal, c'est la femme de mes rêves depuis 1967 ».

Le 22 septembre 1978, à Francfort, dans un chaos inimaginable, la naissance a lieu. Ce « Nullnummer » (numéro zéro) contient déjà une perle : le rapport de Gabriel García Márquez sur l'occupation du palais national de Managua par les sandinistes. Abonnements de la première heure : 491 à Berlin, 89 à Hambourg, 86 à Francfort. Le reste de la vente est effectué par des vendeurs ambulants dans les bistros « alternatifs » de ces villes. Le nom du nouveau-né : *Tageszeitung* (« journal du jour »). Mais ce nom commun se transforme naturellement en « TAZ ». Il faut savoir que « Tatz » signifie en allemand « griffe de fauve ». Ainsi faisait son apparition la panthère subversive, toutes griffes dehors.

Les balbutiements

Sept mois plus tard, on signale 10 000 abonnements... Mais rien n'est encore gagné et c'est toujours la pagaille. En juin 1979, des amis de prisonniers politiques occupent la rédaction et exigent la publication d'une déclaration. En juillet, un numéro falsifié paraît avec en première page la photo de quatre personnes masquées et le titre : « Le "TAZ" est prisonnier du mouvement du vendredi 13 ». Ce sont deux incidents parmi d'autres.

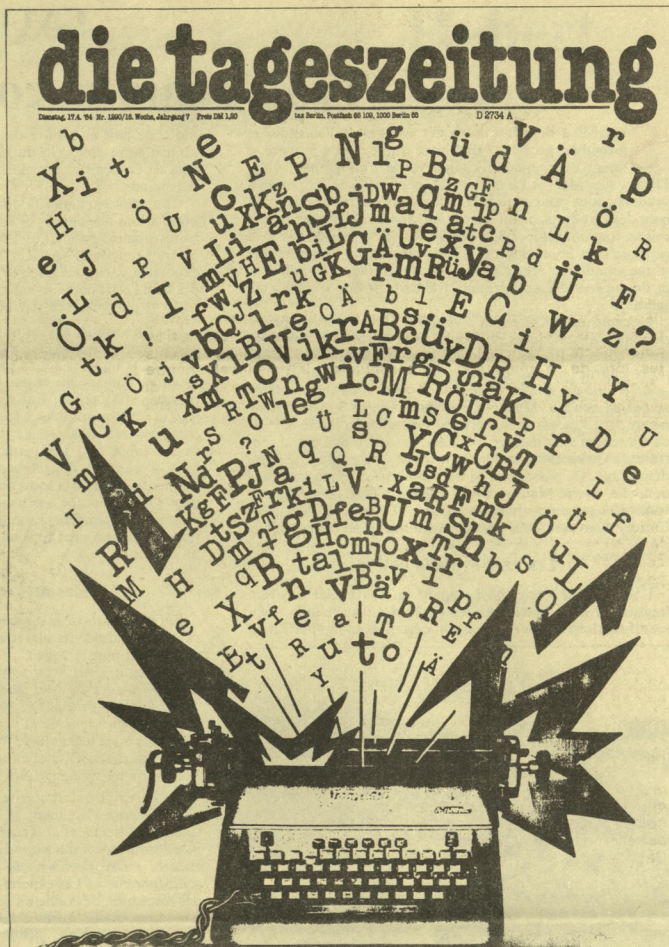
La page quotidiennement ouverte aux lecteurs, source de critiques, d'encouragements et d'informations supplémentaires, devient aussi importante que la première page. L'article de Rudi Dutschke sur la mort de Herbert Marcuse déclenche une bataille de lecteurs sur le droit à l'existence des intellectuels, dont « la langue pue l'arrogance ». On peut aussi lire un appel à la grève des 82 collaborateurs du « TAZ » « contre leur exploitation criminelle » dans ses propres pages. La rédaction du journal lycéen « Le Fantôme intégré », à l'occasion d'une visite, façonne une page entière à sa manière.

Les écologistes possèdent déjà leur propre rédaction, de même que les femmes, mais le chaos règne plutôt dans le « Watt street journal », ainsi surnommé car le quartier général de ses rédactions se trouve dans le quartier populaire de Wedding à Berlin, dans la rue Watt. C'est un labyrinthe avec, au milieu, la salle des réunions quotidiennes et la table rescapée de la célèbre « Commune 1 » de Berlin. Un genre de relique... Ici, les tempéraments se heurtent, aussi bien que les positions politiques. La « lutte de classe » fait rage entre les rédactions et les collaborateurs techniques qui exigent une suppression de la parcellisation du travail... De toute façon, n'existent ni hiérarchie des rémunérations ni de rédacteur en chef. Et chaque fois, quand la situation se dégrade : baisse des salaires.

La maturité

En 1980, le « TAZ » commence à attirer l'attention du ministère publique, une plainte est lancée suite à la publication de la revendication d'un attentat. C'était la première de plus de cinquante procédures juridiques contre le « TAZ ». A l'occasion de la journée des femmes, les « TAZ-Frauen » feront leur journal seules, tout en mauve. Deux pages annexes, « TAZ-Journal Ökologie » seront jointes régulièrement, ainsi que le journal des grands projets « alternatifs » avec la communauté berlinoise U.F.A. en tête. L'époque des maisons occupées commence : le « TAZ » s'y lance. Des correspondants s'installent à l'étranger, même au Nicaragua...

Fin 1981, on voit sur la première page un appel : « Waffen für El Salvador » (« des armes pour El Salvador »). La plupart des membres de « TAZ » avait signé. Trois semaines plus tard, 200 000 D.M. (600 000 F) sont arrivés. Cette initiative fut extrêmement discutée, critiquée et condamnée également ; mais en janvier 1986, elle avait apporté au total près de 4 millions de marks (12 millions de francs). La lettre de remerciement de la guérilla salvadorienne, publiée en décembre dernier, faisait de nouveau bouger la page des lecteurs...



Une du 17.04.1984, « TAZ » a cinq ans.

« TAZ » grandit, devient presque adulte, pour se trouver fin 1983 à un carrefour, financier aussi bien qu'idéologique. Qui, comme moi, a assisté au « plenum national » de Noël 1983 sur le terrain de la communauté U.F.A. à Berlin, s'en souviendra. J'avoue que je tremblais : est-ce que cette chère panthère rentre-t-elle ses griffes pour devenir un « journal normal », sacrifiant son caractère au tirage ? C'était l'engueulade, les conspirations de groupuscules ambitieux dans les couloirs, la révolte de la rédaction des femmes, la lecture de poème d'adieu — interrompu par l'irruption d'un groupe d'amis de prisonniers politiques d'Hambourg, réclamant une page entière.

Mais non, les petits ambitieux n'ont pas gagné. Le « TAZ » ne sera jamais hors de danger, danger de devenir un porte-parole docile des Verts qui, eux, louchent vers les sociaux-démocrates ; danger d'un « pluralisme » ouvert à tous les vents ; danger d'oublier un peu son passé, ses sources, sa spontanéité, sa créativité. Des amoureux déçus du « TAZ », il n'en manque pas et, quand en septembre, on fêta la deux millième parution, il ne restait de l'équipe initiale que Thomas, Vera, Max, Kuno, Jürgen, Georg et Karl Heinz.

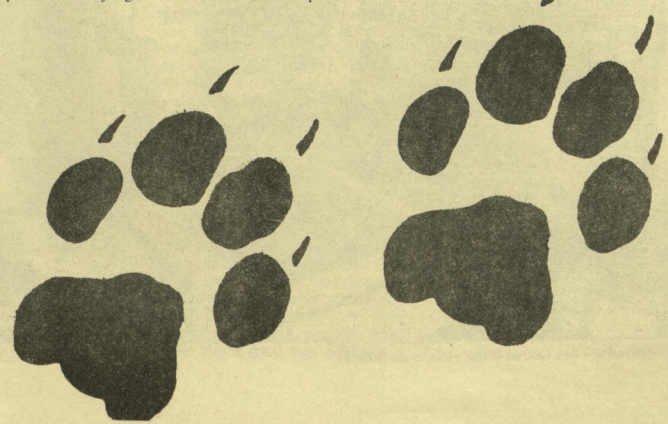
Fin 1985, une victoire : « Voilà les 25 000 ! Merci chères lectrices, merci chers lecteurs ! ». C'est en effet un nombre d'abonnés respectable qui, entre temps, est monté jusqu'à 30 000. La panthère « TAZ » a donc trouvé, malgré la haine et le mépris de la presse « normale », sa place dans la jungle des médias allemands qui

n'hésitent jamais à « pomper » des informations chez leur rivale. « TAZ », avec tous ses défauts, est devenu une institution. Refusant toujours la perfection en faveur de la créativité, il n'est pas par ailleurs question d'accepter n'importe quelle publicité ou certaines petites annonces. A ce propos, importante fut la discussion sur quelques annonces de taulards, puant trop le mépris de la femme. Ne voulant pas les censurer, on découragea ces appels trop bêtes et méchants par des commentaires dépourvus de bienveillance.

J'aimerais également mentionner sa créativité linguistique car, si nous voulons que ça bouge et que ça change, la langue (langage féministe, création et variation du vocabulaire, expériences orthographiques, etc.) doit aussi l'exprimer. N'est-ce pas ? Les grands sujets nationaux sont actuellement la lutte contre les installations nucléaires et les installations de l'O.T.A.N., et les nouvelles mesures gouvernementales contre les réfugiés.

Axel Springer est mort en 1985. *Bild* est toujours en vie, le « TAZ » aussi. Et le vieux Walter ? Il a quitté le journal en 1980, après avoir mis en place avec une capacité de travail sans borne l'organisation et la comptabilité. Ensuite, il se lança dans d'autres aventures. Actuellement, il se trouve en tournée avec le cirque de la communauté U.F.A. Mais c'est une autre histoire...

DAGMAR



BRÉSIL

Nouvelles
du mouvement
libertaireCommémoration du cinquantième
de la révolution espagnole

Le Centre de documentation et de recherche anarchiste de Salvador (Bahia) a commémoré les cinquante ans de la révolution espagnole par un cycle de débats réalisés à l'École des beaux-arts (université fédérale de Bahia). Différents thèmes furent abordés, tels que les antécédents de l'anarchisme en Espagne, les expériences anarchistes lors de la révolution, la conspiration internationale contre-révolutionnaire, l'histoire de la guerre civile... Une assistance de quelque mille personnes a assisté au débat. Cette commémoration a été close par une manifestation dans les principales rues de Salvador.

Série de débats sur le féminisme

Le Centre de culture social de São Paulo met sur pied un cycle de débats sur le féminisme avec les sujets suivants : féminisme et réappropriation du corps, féminisme : réinventer le féminin et le masculin, féminisme : récupérer la mémoire. A partir du mois de novembre, le centre organisera un cycle de cours sur la pédagogie libertaire et, pour commencer l'année 1987, une autre série sur « Pouvoir et psychanalyse ».

Edition et rencontre

Les Editions des Temps nouveaux ont commencé leurs activités en éditant deux excellents livres : « Proudhon, pluralisme et autogestion » de Jean Bancal et « Les anarchistes jugent Marx » avec des textes de plusieurs auteurs. Les prochains mois verront la publication de « Les anarchistes et les élections ». Leur adresse : Novos Tempos Editora, Caixa Postal 07.1047/C.E.P. 70359 Brasilia, Brésil.

Une rencontre de militants libertaires est prévue, probablement au mois de novembre 1986 à Brasilia. Il est à remarquer, pour terminer, que le Collectif libertaire de São Paulo et le groupe punk ont appelé pour le 8 août dernier à une action antimilitariste qui a rassemblé près de mille personnes. Il y avait quarante ans, en effet, que l'« Enola Gay » lâchait sa bombe sur Hiroshima.

Relations internationales

ÉCOSSE

Manifestation
pour le désarmement

Le mouvement anglais Campaign for Nuclear Disarmament (C.N.D.) appelle à une manifestation de masse le 4 octobre en Ecosse sur le site de Coulport. Cette protestation d'envergure contre l'aménagement d'un camp militaire à Coulport, destiné à l'installation de missiles Trident, fait partie des axes centraux de la campagne portant sur la « bombe anglaise » et elle fut précédée (les

basés sur terre ou en mer) pour adopter le programme américain « Trident ».

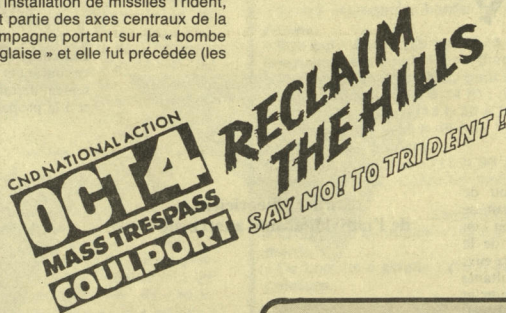
Celui-ci prend la forme d'une mise en service des S.S.B.N.

(sous-marins à missiles balistiques et propulsion nucléaire) utilisant des missiles Trident portant à 7 400 km, plus silencieux (sic) et bénéficiant des dernières techniques. La précédente génération d'armes nucléaires, Poséidon et Polaris, est donc périmée (resic).

Le gouvernement conservateur ne fait qu'appliquer ses promesses pré-électorales. En tout état de cause, il s'agit du plus coûteux et plus vaste programme de développement jamais entrepris en Grande-Bretagne.

Relations internationales

Pour tous renseignements sur cette manifestation : « October 4th Working Group », Faslane Peace camp below St. Andrew's school, Shandon, Helensburgh, Dunbartonshire, Scotland, Grande-Bretagne.



ITALIE

Réussite de la fête
de « Umanita Nova »

C'est au total plus de 27 000 F de bénéfice qui ont été retirés de cette fête qui se déroulait les 9 et 10 août à Gagnana, près de Carrare, ceci grâce à une bonne affluence de la population locale.

Les festivités se sont déroulées sans incident majeur, malgré la difficulté qu'ont rencontrée les camarades à assumer l'ensemble des tâches d'animation. Ceci ne peut qu'encourager à renouveler une telle expérience.

Rel. Intern.

Succès pour « Hiroshima 86 »

DÉFIANT les prévisions pessimistes, la deuxième rencontre nationale « anti-guerre, anti-Etat » qui s'est tenue à Hiroshima le 6 août, à l'occasion de l'anniversaire de l'explosion atomique, a été un succès. Le nombre des participants à la manifestation de l'après-midi a enfin dépassé celui des policiers, des « C.R.S. » et des espions civils en tout genre... tout un symbole !

Un peu plus de cinquante personnes étaient présentes à la réunion, venues de partout. Il faut souligner ce fait compte tenu de la forme de l'archipel nippon peu favorable aux rendez-vous de ce genre : Kantô (région de Tokyo), Kansai (région de Osaka, Kyoto...), Nagano, Himeji, Shikoku, nord et sud Kyû-shû et, bien sûr, Hiroshima. Sections de l'A.I.T., groupe de San'ya, groupes universitaires d'étude anarchiste, groupe de burakumin (parias), comité de soutien à Omori, groupe contre la construction du nou-

vel aéroport de Osaka, imprimerie alternative de Tokyo, individuels, sympathisants... une quasi-totalité de jeunes et l'absence regrettable des compagnons plus âgés.

Déjà se font sentir les réactions positives des anarchistes japonais qui n'avaient pu se rendre à Hiroshima ou qui s'étaient mis en retrait. C'est un pas décisif dans l'organisation et la clarification du mouvement libertaire au Japon. Décisif mais encore fragile, tant les pesanteurs internes que le durcissement général du contexte socio-politique japonais menacent de provoquer l'éclatement.

Le comité organisateur avait décidé d'élargir la participation à ceux qui, anarchistes ou non, se reconnaissent dans le slogan adopté. Il y avait le risque d'affaiblir d'entrée de jeu une initiative encore récente au contact des gens, d'idéologies ou de mentalités extérieures à l'anarchisme. Mais sans confrontation, il y a dérive vers le repli sur soi, la

sclérose en ghetto, l'absence de perspectives et l'étouffement à terme. Pour le moment, le gros des forces reste composée d'anarchistes et les sympathisants n'ont rien de militants chevronnés venus des rangs gauchistes en mission « destroy » (« destruction », N.d.R.). De ce côté-là, le pari engagé et un instant craint a été tenu. Il reste à souhaiter que l'exemple se propage pour que les anarchistes au Japon cessent de tourner en circuit fermé ou d'agiter le fétiche des splendeurs passées (Osugi Sakae, révolution espagnole), dont l'exemple ne peut être efficace que s'il est replacé dans un contexte dynamique.

Les débats furent plus structurés et mieux préparés que l'an dernier, une proposition de texte servit de fil conducteur. Ils furent aussi plus acérés. Les propos échangés témoignent à la fois d'une solidarité théorique ou militante, d'une certaine déconnexion du réel et d'un penchant pour jouer au sophisme avec les mots. Des critiques portèrent sur la première partie du slogan : comment les anarchistes peuvent-ils être contre la guerre s'ils sont pour la guerre révolutionnaire ? Débat intéressant en soi si, dans le cas du Japon, il n'en revenait pas subrepticement à relancer les éternelles polémiques autour des mots violence/non-violence, légalité/illégalité, minorité agissante/mouvement de masse, tous ces faux débats qui ne véhiculent en réalité que des approches typiquement bourgeoises ou autoritaires et qui empoisonnent la réflexion ou la pratique anarchistes. Autre rebond d'une balle piégée, les oppositions sous-jacentes entre les anarchistes qui se disent « purs » mais qui ont réussi l'exploit d'entériner la dissolution de la F.A.J. en 1969, au cœur de la démagogie spontaniste gauchiste des années 70, et ceux qui se revendiquent « anarchosyndicaliste », alors que la section A.I.T. joue de fait plus le rôle d'une fédération anarchiste (seule organisation en tant que telle au niveau national et international) que d'un syndicat.

Le comité organisateur de Hiroshima 86 et sa rencontre annuelle sont et restent le seul lieu où chacun peut se rencontrer et échanger sur la base de l'action. Même symbolique, celle-ci est le ferment indispensable. Il n'y avait qu'à voir auprès des jeunes anarchistes ou même des passants le succès de la manifestation : slogans humoristiques, dialogue avec le public, bref le B.A.B.A. de la propagande. Fort du succès, la préparation de la rencontre suivante s'engage déjà, de nouvelles propositions se font jour, une meilleure ouverture sur l'international est également envisagée qui devrait être présentée au IV^e congrès de l'I.F.A. (Internationale des fédérations anarchistes) en novembre prochain à Paris. Le comité organisateur de Hiroshima 86 remercie à ce propos les soutiens internationaux qu'il a reçus, tout en regrettant l'absence de réponse pourtant attendue de la part de certains.

Relations internationales



Max Stirner et l'anarchisme (2^e partie)

QU'IL s'agisse de Proudhon ou de Bakounine, l'individu ne saurait se concevoir indépendamment ou en dehors de la société. Les fondements de la liberté individuelle sont en tout cas, chez eux, clairement indiqués comme étant la résultante d'une société débarrassée de l'oppression et rendue à elle-même. Quant aux autres théoriciens de l'anarchisme, qu'il s'agisse de Malatesta ou de Kropotkine, ils ne feront sur ce point que reprendre les problématiques émises par leurs devanciers. Kropotkine, en particulier, insistera sur l'importance du facteur « entraide » dans les sociétés humaines comme chez les animaux.

En prenant à contre-pied les théories darwiniennes de la fin du XIX^e siècle, il prouva que ce n'est pas la lutte individuelle ou pour la vie qui était le moteur des sociétés mais la coopération et l'aide mutuelle. En polémique ouverte avec les tenants d'un amoralisme antisocial, il sut réaffirmer la nécessité d'une éthique libertaire faite de liberté et de réciprocité.

Deux points de départ divergents

L'opposition entre le point de départ de Stirner et celui des théoriciens de l'anarchisme est donc complète. Tandis que la thèse « sociétaire » de l'anarchisme propose une lecture et une explication d'ensemble du milieu social et des mécanismes d'oppression, les individualistes s'adressent à l'unité individuelle considérée comme cellule et point de départ de toute association. L'individu étant un système basé (comme cela a été écrit dans *L'Encyclopédie anarchiste*) sur l'individu, avec l'individu pour fin et l'individu pour agent (1).

Si la conception sociétaire et la conception individualiste de l'anarchisme ne s'excluent pas forcément l'une l'autre, tout en poursuivant par ailleurs un même objectif final d'émancipation, elles ne partent pas moins de présupposés divergents sur la nature du rapport de l'homme à la société, desquels découlent souvent des attitudes divergentes sur la manière d'agir ou d'intervenir.

Si l'on passe maintenant du plan des idées à celui de l'histoire du mouvement, cette opposition apparaît encore plus tranchée. Mis à part le cas de l'individualisme de l'école américaine de Warren, Spooner ou même Tucker, la naissance et le développement d'un courant anarchiste spécifique en Europe sont directement liés aux vicissitudes du mouvement socialiste et ouvrier du XIX^e siècle. D'ailleurs, comme le rappelle Fabbri dans son livre sur Malatesta, « l'individualisme est au sein de l'anarchisme chose relativement récente, postérieure d'au moins vingt ans à la naissance du mouvement anarchiste. Il est apparu à peu près vers 1890 ; avant cette époque et dès la fin de la Première Internationale, il y avait simplement des tendances anti-organisationnelles au sein desquelles se développèrent petit à petit des courants nettement et explicitement individualistes » (2).

Stirner, théoricien de l'individualisme anarchiste ?

Quant à l'existence d'un courant individualiste au sein de l'anarchisme, elle tient à des raisons et à des influences qui sont elles-mêmes étrangères et antérieures à la connaissance et à la diffusion des idées stirneriennes.

Idéologie ouverte, les origines doctrinaires du courant individualiste sont multiples. Plusieurs séries de facteurs vont concourir conjointement, en France par exemple, à l'écllosion d'un tel courant et tout particulièrement la diffusion par les avant-gardes artistiques et littéraires autour des années 1890 d'une esthétique individualiste parmi les compagnons.

La période des attentats qui va s'ouvrir en 1892 avec les bombes spectaculaires de Ravachol, par les conséquences qu'elle aura dans les choix ultérieurs du mouvement, va accélérer et rendre irréversible le processus de scission en cours entre les individualistes et le reste du mouvement libertaire. L'« individualisme », avec toutes les ambiguïtés foncières de ce mot, fut après 1894 l'élément catalyseur, le signe de ralliement autour duquel vont s'agglutiner tous les éléments anti-organisationnels qui ne partagent pas les choix opérés par une majorité de compagnons en faveur de l'entrée et du travail au sein des syndicats ouvriers.

Ce courant cependant resta toujours tributaire de l'environnement de son temps et il épousera à peu près toutes les nuances de l'individualisme bourgeois qui secrètera la société européenne de la « Belle Epoque » entre 1890 et 1914. L'utilitarisme anglais, la sociologie de Spencer, le culte du Moi berrien, le nietzschéisme, l'irrationnalisme de Bergon, le scientisme de Le Dantec, le pessimisme de Palante, et bien d'autres doctrines serviront tour à tour de cadre de référence pour un mouvement individualiste en quête d'une expression théorique cohérente. A cet égard, la connaissance et la diffusion à partir de 1900 de *L'Unique* de Stirner vont jouer un rôle décisif car elles vont enfin doter les différentes manifestations de l'individualisme libertaire connues jusque là d'un fondement théorique autonome et original, et lui permettre de se débarrasser de ses scories « bourgeoises ».

Ce n'est donc qu'à postériori que l'influence de Stirner se montrera déterminante pour le courant individualiste en fournissant à celui-ci le cadre idéologique cohérent dans lequel finit par se reconnaître l'ensemble des individualistes libertaires. A un degré ou à un autre, tous les militants individualistes du début du siècle furent influencés par Stirner même s'il convient peut-être de relativiser les choses jusqu'en 1914 au moins, pour la France en tout cas. Armand, par exemple, qui fut par la suite l'interprète le plus accrédité de Stirner pour l'Hexagone, ne reconnut sa pensée que bien tardivement. Bien plus, l'existence dans un pays comme la France d'une tradition individualiste libertaire spécifique empêcha longtemps une diffusion plus directe du penseur allemand.

L'influence de l'auteur de *L'Unique* n'a pas moins été déterminante à long terme, à tel point que par la suite on aura de plus en plus tendance à réduire l'ensemble des manifestations individualistes à la seule composante stirnerienne ou à parler d'une « veine » stirnerienne de l'anarchisme, ce qui est manifestement faux.

L'apport de Stirner est néanmoins doublement significatif. En tout premier lieu, le stir-

nerisme contribua d'une manière décisive à établir une séparation entre l'individualisme bourgeois et l'individualisme libertaire. En deuxième lieu, le stirnerisme fournit le substrat idéologique commun et le cadre de pensée approprié qui permettra d'unifier et d'homogénéiser dans une certaine mesure les formes multiples que la propagande individualiste avait assurée jusque là.

Le rôle joué par le stirnerisme est donc largement positif même si la consécration définitive de Stirner comme « père » de l'individualisme anarchiste correspond à la phase de déclin de ce courant et s'est faite au prix d'un appauvrissement certain par rapport à la problématique et à la propagande menées jusque là.

Faut-il brûler Stirner ?

Refuser d'accorder à Stirner, comme nous venons de le faire, une place centrale dans le panthéon anarchiste ne signifie pas pour autant qu'il faille nier ou minimiser sa spécificité ou son importance particulières, mais celles-ci méritent d'être précisées.

Tout d'abord, il convient de faire justice, nous semble-t-il, à l'accusation d'idéalisme dont il a été l'objet. Le Moi, tel qu'il est affirmé par Stirner, est bien un concept matérialiste rejetant toute transcendance et qui s'appuie sur l'individu « en chair et en os ». L'unique stirnerien n'est pas une construction abstraite de l'esprit, mais une force historique agissante qui « vit » et donc de ce fait agit et réagit par rapport à son environnement. Il serait donc abusif et fortement réducteur de nier les implications sociales subversives de la généralisation du point de vue « égoïste », car qu'on le veuille ou non une révolution de la conscience du monde comme celle que réalise *L'Unique* comporte aussi inévitablement un changement des rapports sociaux.

Chez Stirner d'ailleurs toute perspective d'action sociale n'est pas supprimée mais se trouve aplatie et vient à coïncider avec l'action du Moi agissant, qui se réapproprie de ses possibilités.

Ainsi, en dépit de ses détracteurs ou des limites objectives de son approche, la possibilité d'une prise de conscience collective à partir d'une prise de conscience individuelle ne se trouve nullement exclue de l'approche stirnerienne. De même, ses postulats en matière d'égoïsme n'excluent nullement ni l'action collective ni l'organisation, deux démarches essentielles pour tout anarchiste conséquent et constructif.

L'anarchiste italien Bonanno quant à lui, dans son livre sur Stirner, souligne justement comment l'unique à travers sa prise de conscience de son aliénation se trouve inévitablement confronté au problème de l'exploitation. Dans sa « rébellion », il commence ainsi déjà la révolution. En tout cas la seule manière pour l'unique de s'affranchir réellement est de poursuivre sa révolte dans la dimension élargie de l'action de groupe. Interprétation juste, il nous semble, des implications « sociales » de la pensée stirnerienne à condition néanmoins de ne pas tomber dans le piège de l'exaltation d'une sorte de « Moi prolétarien » qui serait à mille lieux des présupposés de Stirner.

En conclusion, nous pensons que si les postulats stirneriens peuvent rejoindre dans les faits les préoccupations de l'action anarchiste « sociétaire », il ne faut pas oublier que le point de départ de cette réflexion n'est pas le même car l'anarchisme de Stirner n'est pas simplement une lutte de l'individu contre des sociétés déterminées de domination et d'exploitation mais de lutte contre « toute société » supposée forcément contraignante... y compris donc contre une éventuelle société anarchiste !

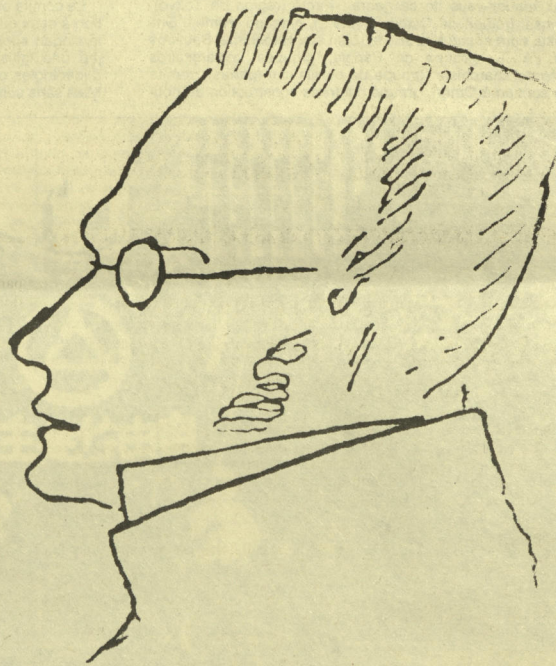
Nous touchons là à la limite majeure de l'individualisme stirnerien, mais aussi à son « actualité » en tant que réaffirmation constante et sans cesse renouvelée des exigences individuelles au sein de tout projet d'émancipation sociale. Comme l'a pleinement compris Guérin, « Stirner nous rappelle que l'objectif ultime de tout socialisme de quelque étiquette qu'il se réclame, c'est au-delà d'une radicale mutation économique la désaliénation de l'individu » (3). C'est donc dans cet esprit qu'une lecture ou une relecture de Stirner garde encore aujourd'hui toute sa fraîcheur et son actualité.

Giuseppe MANFREDONIA

(1) « Individualisme », « Encyclopédie anarchiste », pp. 988-1006.

(2) L. Fabbri, « Malatesta », édition de 1951, p. 177.

(3) D. Guérin, « Stirner, père de l'anarchisme ? », « La Rue » n°26, sept. 1979.



Max Stirner (esquisse de F. Engels).

« Histoire du Premier Mai » de Maurice Dommanget

« **B**REF le 1^{er}-Mai a perdu son caractère originel. Il est devenu la journée de fraternité de classes au lieu d'une journée de lutte de classe. Et quand il conserve théoriquement ce deuxième caractère, il est assorti le plus souvent de mascarades et de défilés militaires ou paramilitaires qui l'annulent pratiquement. Tout se passe comme si le prolétariat, en dépit des grands cris poussés par la partie de la classe ouvrière qui a la spécialité de s'étourdir, avait perdu confiance en soi-même, comme s'il n'avait plus conscience ni de ses responsabilités ni de son idéal d'émancipation. A cet égard, on peut dire que la décadence du 1^{er}-Mai est un des signes les plus marquants de la décadence du mouvement ouvrier. »

Ce n'est pas nous qui écrivons ces lignes, mais Maurice Dommanget dans le dernier chapitre de l'*Histoire du Premier Mai*, réédité en deux volumes il y a quelques mois par le groupe Fresnes-Antony dans leur Collection anarchiste (1).

Lorsqu'il y a quelques années j'ai eu à écrire un long article historique sur le 1^{er}-Mai, l'ouvrage de Dommanget était épuisé et il n'était quasiment disponible qu'à la Bibliothèque Nationale. J'y découvrais à la fois l'histoire du mouvement liber-

taire et l'histoire du mouvement ouvrier, si intimement mêlés dans le 1^{er}-Mai. Je connaissais bien sûr les noms des camarades de Chicago, mais je les croyais simples militants anarchistes isolés dans la masse des immigrants. J'ignorais que « les travailleurs de Chicago (étaient) habitués aux meetings en plein air, aux immenses cortèges, aux piqueniques monstres, aux bagarres de rue avec bannières rouge et noire », que Chicago avait en 1872 un quoti-

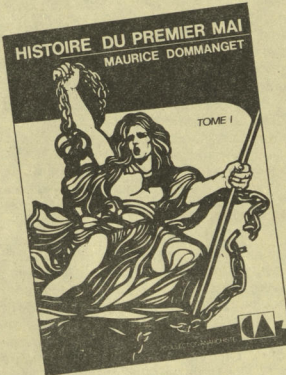
dien libertaire allemand (*Arbeiter Zeitung*) et plusieurs hebdomadaires !

Avec le livre de Dommanget, nous suivons les débuts de la C.G.T. en France avec Pouget et Pelloutier, la progressive mainmise des partis politiques sur le syndicalisme, la déviation du 1^{er}-Mai en fête du travail. C'est en fait une vaste fresque du mouvement ouvrier français et international où l'auteur nous décrit tout : les années terribles et celles, comme l'écrit Maurice Joyeux dans l'avant-propos de la réédition, où « les bourgeois éclatent au soleil ».

Cette réédition du groupe Fresnes-Antony redonne enfin aux militants un ouvrage de référence écrit par un historien qui ne gomme pas dans les événements ce qui n'allait pas dans le sens du « socialisme scientifique » ! Et c'est tout à l'honneur de la Collection anarchiste d'avoir réédité ce classique du mouvement ouvrier !

Thierry
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) « Histoire du Premier Mai », Maurice Dommanget, Collection anarchiste (avant-propos de M. Joyeux), en vente à la librairie du Monde libertaire, 100 F (2 vol.)



REVUE DE LA PRESSE ANARCHISTE ÉTRANGÈRE

La presse anarchiste internationale est une famille à l'intérieur de laquelle les membres vont, viennent et repartent régulièrement. Ce « turn over » important nous oblige à la vigilance, sans quoi on risque de perdre ses points de repère.

Ce petit point de la situation permettra de remarquer plusieurs initiatives intéressantes, notamment au Brésil où la croissance du mouvement anarchiste prend une dimension que l'on ne soupçonnait pas il y a peu.

Irlande du Nord

Antrim Alternativ a disparu pour laisser la place à *Organize !*. Le groupe anarchiste de Ballymena, fief protestant loyaliste, continue donc ses activités. *Organize !*, c/o

Just Books, 7 Winetavern st., Belfast.

Une bonne surprise avec *Ainriail*, un bimestriel de Belfast, pour ceux qui restaient peinés par la disparition d'*Outta Control*. *Ainriail* accorde bien évidemment toute la place à la situation irlandaise, particulièrement aux conséquences du dernier accord anglo-irlandais. *Ainriail*, c/o Just Books, 7 Winetavern st., Belfast.

Belgique

Les anarchistes de l'Alliance libertaire souhaitent apparaître dans une Belgique de plus en plus crispée dans ses tensions sociales. C'est chose faite avec *Humeurs*, organe de la presse anarchiste, qui tire sa crédibilité de celle des nombreux militants de l'Alliance libertaire. Qu'ils reçoivent tous nos encouragements pour la suite. *Alternative libertaire* n'en a pas disparu pour autant ! *Humeurs*, 34, rue de Pologne, 1060 Bruxelles.

Les anars liégeois participent également à la diversification de la presse anarchiste belge avec *La marée noire*, bimestriel qui en est déjà à son n°2. *La marée noire*,

B.P. 7, 61, rue de la Régence, 4000 Liège 1.

Angleterre

Liberation est l'organe de la Fédération anarcho-communiste anglaise qui formalise sa existence toute récente. La lutte des ouvriers du Livre britannique constitue la principale matière de *Liberation*, mais cela n'est pas étonnant. *Liberation*, c/o 84 b White Chapel High st., London.

Ecosse

Counter Information continue quant à lui son combat de contre-information, et ce régulièrement. Ce n'est pas le moindre des mérites de ce journal gratuit qui touche à tous les domaines, luttes ouvrières comme manifestations antinucléaires. *Counter Information* essaie de relier, rassembler, les initiatives, de faire circuler l'information et dépend — comme il se doit — de la volonté de ses correspondants. *Counter Information*, Box 81, c/o Candlemaker Row, Edinburgh.

Brésil

Ato Livre, « journal sans source, sans patrie et sans parti » paraît bien être une preuve que nous donne le mouvement anarchiste brésilien de sa vigueur. *Ato Livre* accorde toute son attention aux issues non seulement libertaires, mais également pacifistes, écologistes, « alternatives ». *Ato Livre*, C.P. 11053, São Paulo, S.P. Brazil.

Suisse

Une petite place à part pour *Dissidences*, journal du comité Paix-Genève qui paraît quatre fois par an. Autant le n°1 apportait ce que l'on attend généralement d'un premier numéro, le n°2 quant à lui oblige à l'admiration. Très complet, *Dissidences* fait le tour des luttes antimilitaristes en Suisse, informe sur les essais nucléaires français (et oui !), parle du droit d'asile, des choix gouvernementaux en matière de nucléaire, etc. *Dissidences*, C.P. 242, 1217 Meyrin 1, Suisse.

Relations internationales

NOTE DE LECTURE « Un navire de nulle part » de Antoine Volodine

DANS un futur hypothétique, la nomenklatura et des sorciers se sont affrontés. Résultat : la Russie et peut-être la planète sont recouvertes d'une végétation inhabitable. Seule subsiste Petrograd où une Tchèque moribonde doit se battre contre les assauts de la nature, la guérilla des anarchistes et les oppositionnels.

En fait, le monde n'a fait que devenir aussi irréel que le discours du pouvoir. « Il n'y a pas de camps d'oppositionnels réfugiés hors d'atteinte de notre Tchèque vigilante. Il n'y a pas de désert ! Il n'y a pas de sable dans le désert ! Il n'y a pas d'opposition ! »

Malgré tout, les luttes de factions continuent à l'intérieur de l'appareil (d'Etat) policier. Volodine a réussi une parabole sur la Russie des premières années de la révolution. Il évoque Kronstadt, les gardes noirs anarchistes, l'agonie de Lénine... Un livre curieux et intéressant qui arrive au bon moment, alors que la science fiction paraissait s'essouffler.

YVES (Gr. Florès-Magon)

Antoine Volodine, « Un navire de nulle part », *Présence du Futur* n°413, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 25 septembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : blues et ragtime.
« Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h) : François Taillandier est invité pour son livre « Benoît ou les contemporains obscurs ».
« Relations extérieures de la F.A. » (émission mensuelle, 18 h 30 à 20 h 30) : infos et invités. Cette semaine, les revues « Réflexes » et « Noir et Rouge ».
« Jazz en liberté » (20 h 30 à 22 h 30) : spécial Raymond Boni (guitare) et Joe Mc Phee (sax.).

Vendredi 26 septembre

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et revue de presse.
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : pourquoi la Chine a-t-elle mis si longtemps à s'ouvrir ? La « théorie de la porte ouverte » par J.-L. Lebatteuse, sinologue au goût du jour.
« Jouisceance » (12 h à 14 h) : un invité, Igor Theodorow.
« Palais de police » (14 h 30 à 16 h 45) : l'union liberticide.
« Sens interdit » (16 h 45 à 18 h) : les nouvelles thérapies, l'école da Palo avec E. Marc.
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : l'Argentine et l'anarchisme, avec E. Columbo (ancien rédacteur de la « Protesta »).

Samedi 27 septembre

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : la S.N.C.F. et les licenciements.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : dossier chanson et peinture.

Dimanche 28 septembre

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : invité, Patrick Mahieu, administrateur de la maniothèque bretonne Dastum (collectage de chansons et de musiques).
« Liberteer » (14 h 30 à 16 h 30) : le monde rural et agricole...
« Emission spéciale » (18 h 30 à 20 h 30) : terrorisme, quelle analyse, quels intérêts, etc. ?

Lundi 29 septembre

« La clé de 13 » (17 h à 18 h 30) : le théâtre à bretelles, spectacle de rue.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : revue de presse.

Mardi 30 septembre

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : le point sur l'actualité syndicale et Renault.

ÉCOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ — PARIS

NOTE DE LECTURE

« Ku Klux Klan — 1 » de Kenneth Ryan

TOUT comme son oncle avant lui, Stephen aurait pu devenir klaniste. Mais si l'enfant était fasciné par les parades grandioses avec torches et cagoules, l'adulte sera révolté par la réalité du Klan : la violence et la haine. Stephen Lancaster fera payer cher sa prise de conscience, après avoir infiltré le Ku Klux Klan il révélera la face cachée de la véritable institution américaine qu'est le K.K.K. dans les années 40-50. Pour écrire « Ku Klux Klan — 1 », Kenneth Ryan s'est inspiré de la vie et du combat de Stetson Kennedy à qui ce roman est dédié. Et même si ce polar n'est pas très bien écrit, la description du fonctionnement du K.K.K. repose sur une bonne documentation. De plus, le n°2 étant déjà paru (« Guerre au Klan ! »), il est toujours agréable de trouver une série antiraciste au milieu des « Gérard de Villiers présente... ».

OLIVIER (Gr. Florès-Magon)

Kenneth Ryan, « Ku Klux Klan — 1 » (Flouve noir n°1980), « Guerre au Klan ! » (Flouve noir n°1999). En vente à la librairie du Monde libertaire.



MORT AU « TIERS MONDE » (2^e PARTIE)

Mais l'impérialisme existe

LES caractéristiques traditionnelles du « sous-développement » sont en pleine évolution et ne correspondent pas à la réalité. Mais quels que soient les critères inventoriés, ils ne peuvent avoir une traduction spatiale homogène. Nations, régions, pays, abritent ensemble classes dominantes et classes dominées. Il ne peut y avoir de « pays développés » et de « pays sous-développés » qui s'opposent, ni de « tiers monde » aux limites d'ailleurs géopolitiquement introuvables.

BIEN sûr, il est toujours possible d'affiner les critères en question. En introduisant la nuance et les différences, bref en relativisant toutes les données, on s'approche mieux de la réalité mais en même temps on brise la caricature. Dès lors, comment délimiter le « tiers monde » ? Sans compter que chacun propose son propre découpage, ce qui accroît la confusion...

Les limites du « tiers monde » sont introuvables

Il reste la possibilité de réaliser un découpage plus subtil du « tiers monde » en appliquant strictement les critères énumérés, ou d'autres encore. Et là, la vieille notion géographique de « région » s'y prête assez bien. Car s'il est abusif d'opposer une Espagne « développée » (et l'Estramadure ?) et un Maroc « sous-développé » (et Rabat ?), une succession régionale traduit bien la transition progressive des situations socio-économiques : Catalogne, Castille, Andalousie, Nord-Atlas, etc. Elle correspond de surcroît à une réalité d'« espace vécu », celle des populations concernées comme celle du simple voyageur.

Mais outre les difficultés qu'elle comporte (au niveau des sources statistiques par exemple) et le fait qu'elle ruinerait l'homogénéité spatiale et géopolitique recherchée (sa cartographie ressemblerait à un mouchoir plein de trous), une telle démarche n'est pas généralisable : la démarcation entre la riantة vallée inférieure du Colorado américain et son estuaire dans la Basse-Californie mexicaine est, par exemple, radicale... et elle ne tient pas à une harmonieuse synthèse régionale entre facteurs physiques et facteurs humains. Un peu plus à l'est, le Rio Grande constitue bien pour les migrants clandestins Chicanos et les policiers américains la frontière entre deux mondes. Tout le problème de la délimitation du « tiers monde » renvoie le concept lui-même à

ses propres réalités : inopérantes. Il faut donc s'interroger sur le pourquoi d'une telle approche.

En constatant l'impossibilité de délimiter le « tiers monde », on touche le point méthodologique central : le choix théorique des critères pour élaborer un concept et pour le définir, au sens premier du terme. Ici, le critère de délimitation retenu est celui des frontières étatiques. Mais en s'abritant derrière leur découpage, le concept de « tiers monde » en oublie ce qui en est l'essence : l'Etat.

Toute analyse géopolitique qui fétichise scientifiquement les frontières, qui considère en quelque sorte que leur forme (nationale ou régionale) en définit le fond, la réalité qui les entoure, est vouée à l'échec. Oui, les frontières existent : ici, elles sont imperméables, presque infranchissables, là elles sont fluides, poreuses, quasi inexistantes. Partout, elles ne sont que le reflet du degré de contradictions du système étatique et capitaliste.

Ne l'oublions pas : le capitalisme est bâti sur des contradictions qui divisent l'humanité en classes, castes, lobbys, religions, nations, armées, Etats. Si des intérêts divergents existent au sein des classes dirigeantes, ces classes-là sont condamnées à s'entendre sous peine de disparition. Le concept de « lutte de classes » (inventé par Proudhon, rappelons-le) et l'analyse lucide de l'Etat, ces deux piliers de la théorie anarchiste, sont toujours opérationnels.

Le développement du système étatique et l'impérialisme

Par nature, le système capitaliste a besoin de conquérir, de dominer, c'est-à-dire de s'étendre : plus de marchés, plus de profits, plus de conquêtes. Dans leur extension, les classes dirigeantes ont besoin de moyens. C'est à l'Etat, à la fois leur incarnation et leur outil, qu'elles le donneront : police à l'intérieur, guerre à l'extérieur. Le renforcement des pouvoirs étatiques dans les domaines sociaux et économiques est parfaitement logique. A cet égard, l'apparition des Etats communistes et celle des dictatures fascistes en constituent bien l'étape conséquente. Elle a comme corollaire l'étatisation de plus en plus profonde des démocraties occidentales, et ce malgré la façade du « moins d'Etat » néo-libéral qui n'en est que sa variante hypocrite.

L'expansionnisme des Etats, c'est l'impérialisme proprement dit. Et il n'est pas besoin d'attendre Lénine pour le constater. Quinze ans avant son *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) et un an avant *L'Impérialisme* de Hobson (1902), l'anarchiste japo-

nais Kōtoku Shūsui publiait son *Impérialisme, le spectre du XX^e siècle* (1901), au titre combien prémoniteur.

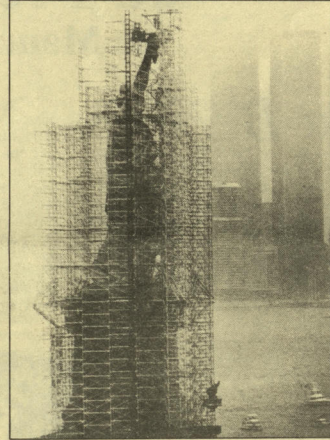
C'est bien l'impérialisme qui caractérise l'histoire contemporaine et, partant, sa géographie, ce fameux « tiers monde » y compris. La création de nouveaux Etats dans l'ensemble du monde, sous couvert de « décolonisation » et d'« indépendantisation », n'est que la dernière forme du développement capitaliste, lorsque le soulèvement de nouveaux peuples risque de le remettre en cause. L'impérialisme se distingue ainsi du colonialisme proprement dit.

L'émergence d'une nouvelle couche sociale avide de domination, élite d'ailleurs bien souvent formée dans les berceaux impérialistes, permet de surmonter le danger. En quoi l'étatisation de ce que l'on appelle le « tiers monde » serait par essence différente de celle qu'a connue l'Occident au XVIII^e, XIX^e et XX^e siècle. La séparation des distances et du temps ne doit pas masquer l'identité des phénomènes. L'artificialité des frontières nées de la colonisation africaine est un exemple patent et constant de l'arbitraire étatique. Sa dernière manifestation en date est celle du conflit frontalier opposant les Etats du Mali et du Burkina-Faso.

La géopolitique des blocs

Il n'y a pas de « tiers monde ». Il n'y a que des « Etats satellites » évoluant dans l'orbite de telle ou telle puissance impérialiste, c'est-à-dire, en définitive, des deux super-puissances. Car, toujours logiquement, les antagonismes des classes dirigeantes se sont cristallisés autour de deux super-Etats (pour le moment, cf. la Chine et le Japon) : Etats-Unis et U.R.S.S. Ces deux empires ont maintenant bien délimité leur chasse-gardée, annihilant, digérant et contrôlant les restes des anciens empires coloniaux, fascistes ou d'autres Etats apprentis-impérialistes. Le système capitaliste étatique a gagné l'ensemble de la planète et plus que d'« impérialisme » au sens strict, il convient maintenant de parler de « mondialisation ».

Les firmes et les appareils étatiques ont tellement démultiplié leurs relais qu'ils peuvent de moins en moins s'incarner dans un monopole de branche économique ou dans une nation particulière. Pour les firmes, il faut donc préférer le terme de « transnationales » à celui de « multinationales ». Une firme transnationale n'est pas le consortium de firmes nées dans diverses nations, bien qu'il puisse y avoir effectivement un agencement international ou des participations « étrangères ».



Sa politique se rit des frontières et elle peut parfaitement aller à l'encontre d'intérêt conjoncturel ou particulier d'une nation... jusqu'à un certain point : car elle ne remet jamais en cause la nature de l'appareil étatique qui la sert. Ni internationale, ni supranationale, elle est bien transnationale. Quant aux deux puissances impérialistes, elles doivent tenir compte de leurs Etats alliés, des différents rapports de force et de leurs propres structurations internationales (O.T.A.N., pacte de Varsovie, autrefois le Komintern, etc.). La « crise » actuelle n'est que la structuration et la marque de cette « mondialisation », préparation d'une nouvelle étape dont il nous reste à définir sérieusement les alternatives.

L'articulation transnationalisme/étatisme/nationalisme n'est pas toujours facile à appréhender clairement parce qu'elle apparaît comme une contradiction dans les termes et les phénomènes. Mais c'est effectivement une contradiction, un antagonisme latent qui porte le monde capitaliste et qui ne sera jamais dépassé par une mystérieuse synthèse puisée dans l'une ou l'autre des prémisses. Seule sa destruction pourra propulser l'internationalisme, le fédéralisme et la solidarité.

Les « sous-impérialismes »

Bien sûr, au sein des blocs respectifs il y a des marges d'autonomie que revêtent toutes les formes du nationalisme ou certaines spécificités géographiques. Certains Etats peuvent échapper provisoirement à un contrôle efficace (l'Iran de Khomeiny et plus récemment le Yémen du Sud) ou devenir des « sous-impérialismes » (Brésil, Afrique du Sud, Israël, Vietnam, Iran du Shah). Il peut y avoir des interférences ou des luttes d'influence (les pays européens et le Japon avec les Etats-Unis, par exemple).

Mais ces différentes situations ne dépendent que de l'extension du capitalisme et du renforcement de l'Etat. Elles ne sont qu'une forme temporaire et localisée du processus impérialiste lui-même. Les degrés d'autonomie sont liés aux nécessités de la « politique des blocs », laquelle, réglant le sort du monde, a encore une longue vie devant elle.

De nombreux pays dits du « tiers monde » vivent actuellement, avec les décalages dus au temps et à l'espace, la situation qu'ont connue quelques décennies auparavant les pays occidentaux ou le Japon. Les variations spatiales ne sont que l'expression de ce diachronisme. Les frontières peuvent coïncider avec elles, mais pas d'une manière systématique. Elles sont à la fois aberrantes, car elles reposent sur l'arbitraire étatique (de l'Etat et des Etats), et bien réelles, car l'Etat s'impose à la société civile. Ainsi, le concept géopolitisé de « tiers monde » en vient à perdre tout sens. Peut-on le remplacer ?

Philippe PELLETIER
(fin de la 2^e partie)



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.